

Publication Convergences Congo

ZÉRO EXCLUSION
CARBONE,
PAUVRETE

Convergences

Lancée en 2008, Convergences est une plateforme de réflexion, de mobilisation et de plaidoyer, qui promeut les Objectifs de développement durable (ODD) et la lutte contre la pauvreté, l'exclusion et les changements climatiques dans le monde entier. Composée de plus de 300 organisations partenaires issues de tous les secteurs, l'Association agit pour susciter la réflexion et l'action, diffuser des bonnes pratiques et favoriser la co-construction de partenariats innovants à fort impact sociétal.

Convergences travaille dans tous les domaines pouvant déclencher un effet décisif en faveur de ses objectifs : développement durable, solidarité internationale pour le développement, finance solidaire et inclusive, Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), entrepreneuriat social, économie sociale et solidaire et nouvelles technologies pour le développement.

Acted

Depuis trente ans, Acted œuvre au premier kilomètre de l'action humanitaire pour sauver des vies. Acted soutient actuellement plus de 18,5 millions de personnes dans 43 pays pour répondre à leurs besoins dans des zones difficiles d'accès, tout en poursuivant un triple mandat, en tant qu'acteur humanitaire, environnement et développement.

Acted s'appuie sur une connaissance fine des territoires et des contextes locaux pour développer et mettre en œuvre des actions sur le long terme, avec un large éventail de partenaires locaux et internationaux, afin de construire ensemble un monde "3ZÉRO" : Zéro Exclusion, Zéro Carbone, Zéro Pauvreté.

OCDH

L'Observatoire Congolais des Droits de l'Homme (OCDH) est une ONG locale reconnue auprès de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP). Elle est membre de plusieurs réseaux internationaux, dont la FIDH, l'UIDH et l'OMCT.

Sa mission principale est de mobiliser et sensibiliser la société civile et les citoyens congolais aux droits de l'Homme et aux principes démocratiques, en les encourageant à devenir acteurs de la défense de leurs droits et de l'instauration de l'État de droit au Congo.

Ambassade de France au Congo - SCAC

En République du Congo, l'Ambassade de France soutient financièrement et renforce techniquement les organisations de la société civile porteuses de projets utiles à sa population à travers divers mécanismes d'appui depuis 25 ans. Au total, près de 200 projets de la société civile ont été accompagnés, pour un montant total de plus de 5 milliards de FCFA octroyés.

Après les éditions des Fonds social de développement (FSD) et de Fonds d'appui aux sociétés civiles du Sud (FASCS), trois éditions du Fonds pour les Projets innovants des sociétés civiles et coalitions d'acteurs (PISCCA) entre 2018 et 2023 ont mis l'accent sur le renforcement de capacités des acteurs de la société civile. Le Dispositif Kotonga, lancé en 2024, vient poursuivre et accentuer cette dynamique.

Cette publication a été réalisée avec le soutien de l'Union européenne dans le cadre du projet « Redynamisation et soutien de la société civile en tant qu'acteur du développement durable dans les départements du Pool et de la Likouala ». Son contenu relève de la seule responsabilité de Convergences et ne reflète pas nécessairement les opinions ou les positions officielles de l'Union européenne.

Sommaire

01	Le Projet Forum	3
02	Le Forum en chiffres	4
03	Bilan qualitatif	5
04	Résumé des sessions	6
05	Résumé des ateliers	8
06	Dispositif d'accompagnement d'Acted et présentation des OSC	9
07	Dispositif Kotonga	30
08	Lauréats Kotonga 2025	31
09	Articles des organisations de la société civile	46
10	Remerciements	56

Le Projet Forum

Un Dialogue Multi-Acteurs pour un Développement Durable et Inclusif

Du 17 au 20 juin, le Forum de la Société Civile 2025 a été organisé en collaboration avec Acted, l'OCDH, et le Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France au Congo. Ce forum, véritable plateforme de dialogue, a réuni des acteurs clés de la société civile, des secteurs public, privé, académique, ainsi que des bailleurs institutionnels, dans le but de favoriser un développement durable et inclusif en République du Congo.

Les GT : Un Outil de Co-Création

Avant le Forum, 9 Groupes de Travail (GT) ont été mis en place dans les régions du Pool, de Likouala, et à Brazzaville. Ces GT, constitués d'acteurs locaux (ONG, administrations publiques, secteur privé, universitaires, et bailleurs institutionnels) ont été essentiels pour préparer la programmation du Forum. Ils ont permis de définir les priorités thématiques en lien avec le développement durable et inclusif, et ont co-créé la structure du programme du Forum.

Objectif du Forum

L'objectif principal du Forum Convergences est de renforcer le dialogue multi-acteurs et de co-construire des solutions en réponse aux enjeux du développement durable. En mettant en lumière des thématiques cruciales telles que l'agriculture responsable, la préservation de la biodiversité, l'accès à l'eau potable, et l'égalité des genres, le Forum a permis aux participants de collaborer autour d'initiatives concrètes et d'échanger des bonnes pratiques et expériences.

Thématiques Prioritaires Identifiées par les GT :



Format et Structure du Forum

Le Forum a pris la forme de tables rondes, animées par des experts locaux, nationaux et internationaux. Ces sessions ont permis de présenter des solutions concrètes et des initiatives inspirantes dans ces secteurs clés. Les discussions ont été conçues pour renforcer les capacités des acteurs locaux, notamment les Organisations de la Société Civile (OSC), et pour offrir des outils concrets leur permettant d'influencer les politiques publiques en faveur du développement durable.

Une Collaboration Multisectorielle

Le Forum a aussi encouragé l'émergence de partenariats entre des acteurs issus de secteurs variés. En mettant l'accent sur une représentation multisectorielle, le Forum a favorisé les échanges d'expertise, la compréhension mutuelle et la création d'opportunités de collaboration pour garantir un impact à long terme sur les politiques de développement local.

GT Post-Forum : Renforcer le Plaidoyer

À l'issue du Forum, un GT post-Forum global a été organisé à Brazzaville. L'objectif était de recueillir les retours d'expérience des participants et des OSC, de formuler des recommandations pratiques sur les thèmes abordés et de proposer des actions concrètes pour influencer les politiques publiques. Ces recommandations ont été intégrées dans la publication finale pour sensibiliser les décideurs et les inciter à prendre des mesures en adéquation avec les priorités identifiées lors du Forum.

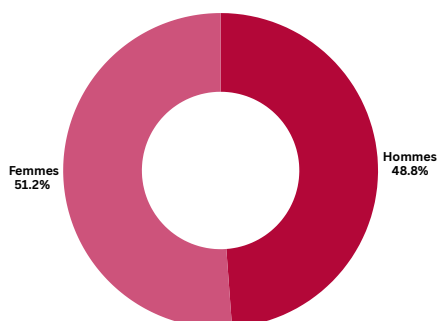
Le Forum en Chiffres

Les intervenant·e·s

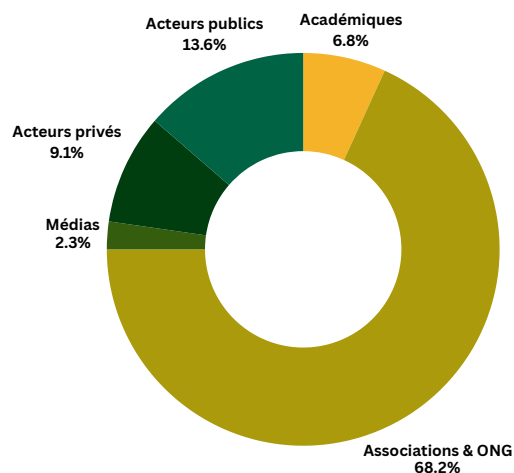
43 intervenant·e·s



Par genre



Par secteur

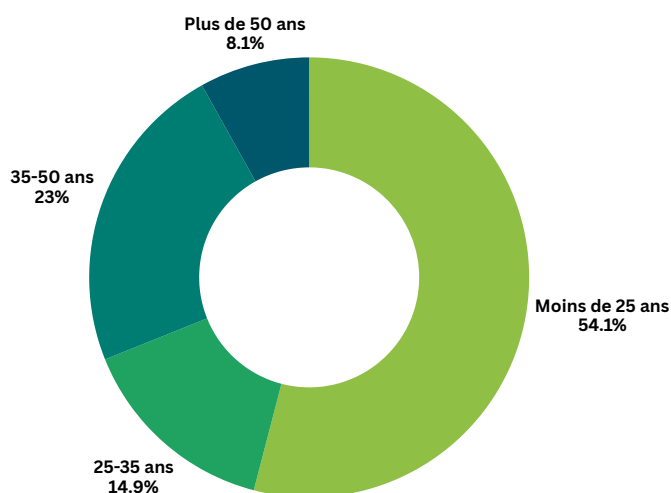


Les participant·e·s

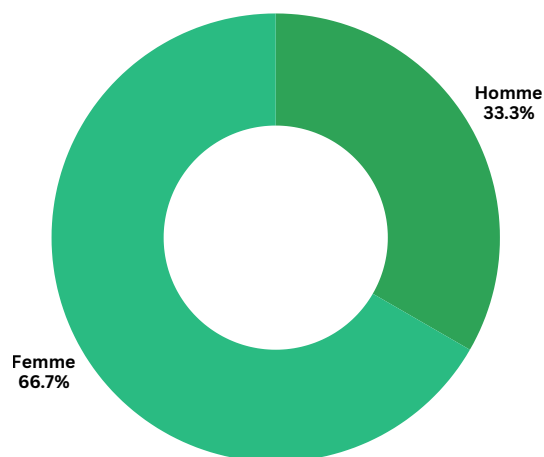
400 participant·e·s



Par âge

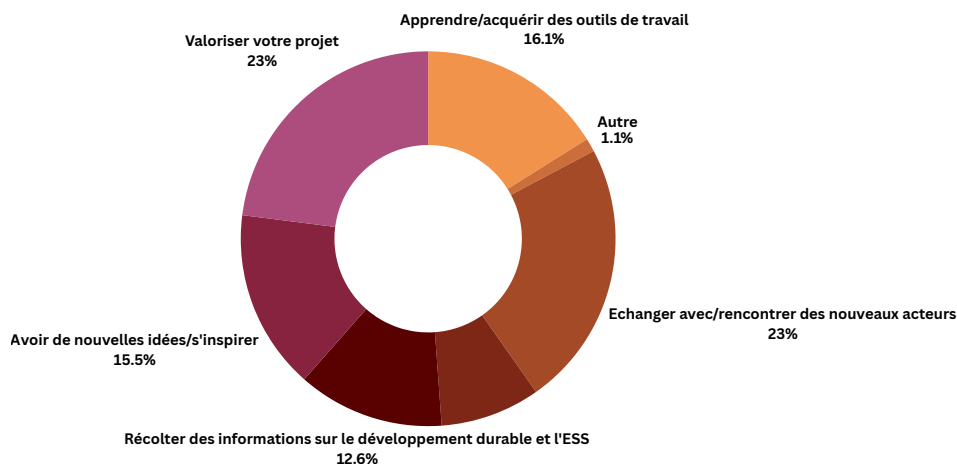


Par genre

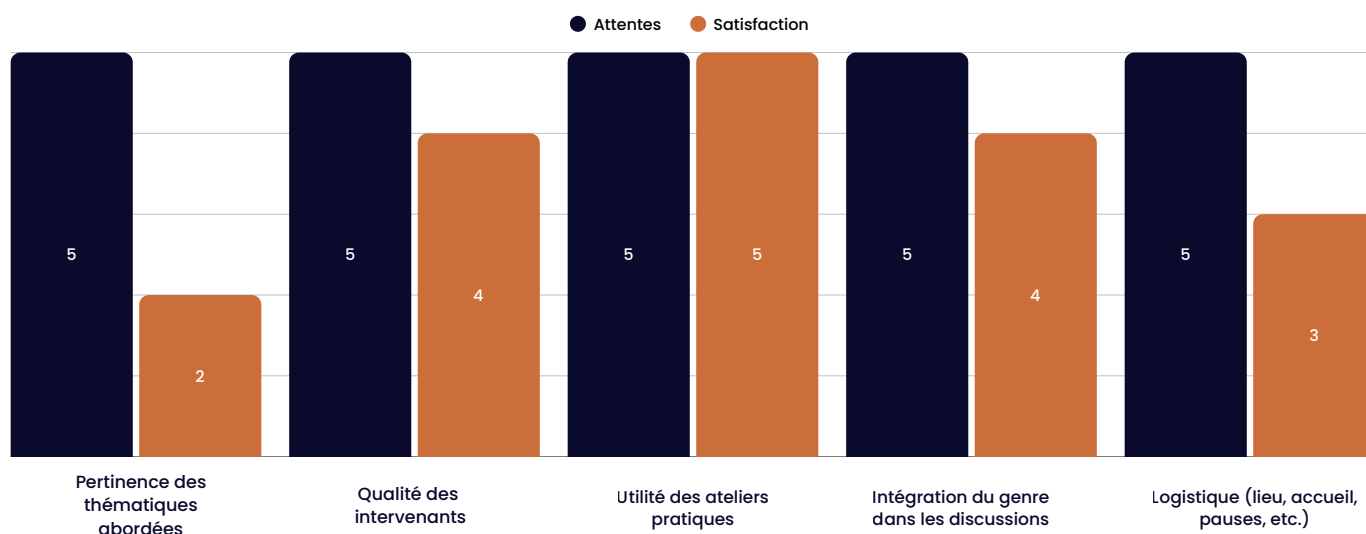


Le bilan qualitatif

Attentes vis-à-vis du Forum

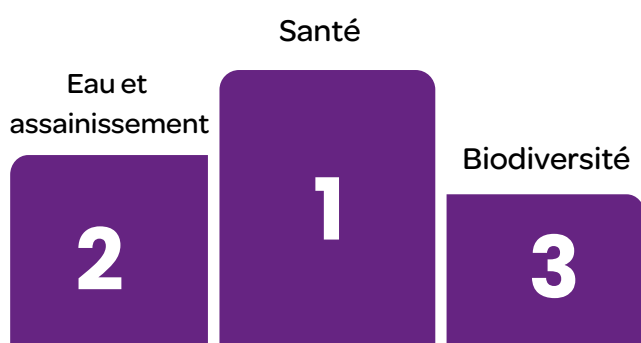


Satisfaction des attentes vis-à-vis de l'événement

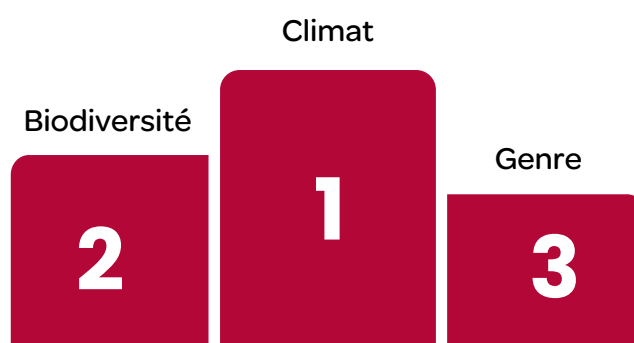


Top des sessions impactantes

Conférences



Ateliers



Résumé des Sessions

Promouvoir une agriculture responsable

Cette session a mis en avant un outil pédagogique appelé « Jeu de Poule », illustrant les interactions écologiques autour de l'agriculture (rôle des insectes, plantes, animaux, etc.). Elle a souligné la nécessité de promouvoir des pratiques agricoles durables, agroécologiques, en valorisant les savoirs paysans et en soutenant les petits producteurs. Des expériences concrètes d'associations ont été partagées.

Propositions clés :

- Élaborer des orientations climato-intelligentes.
- Réduire les importations grâce à une meilleure caractérisation des sols.
- Accompagner les projets agricoles à travers des soutiens gouvernementaux et financiers.

Conclusion :

Promouvoir une agriculture durable nécessite l'organisation des producteurs, la coopération et la révision des zones protégées, afin de répondre aux besoins alimentaires tout en respectant l'environnement.

L'importance de la biodiversité

Le panel a traité des menaces sur les écosystèmes congolais, notamment la faune, la flore et les zones humides (sites Ramsar). L'implication des communautés locales et le renforcement des lois environnementales ont été jugés essentiels.

Propositions clés :

- Mettre en place des stratégies de conservation.
- Lutter contre le braconnage.
- Promouvoir l'écotourisme et la foresterie durable.
- Surveiller et évaluer la biodiversité.

Conclusion :

La biodiversité est un socle vital pour l'avenir durable du pays. Sa protection exige la mobilisation conjointe des institutions, des communautés et des partenaires internationaux.

Droits des populations autochtones

Les échanges ont porté sur les droits des peuples autochtones (accès à la terre, éducation, santé, insertion). Des témoignages ont révélé des discriminations persistantes malgré l'existence de lois promulguées en 2011. Deux textes importants liés à la sécurisation foncière n'ont pas encore été adoptés.

Propositions clés :

- Reconnaître légalement les droits et cultures autochtones.
- Impliquer les peuples concernés dans les décisions.
- Favoriser l'accès aux services de base.
- Combattre la stigmatisation et soutenir les ONG engagées.

Conclusion :

Assurer la pleine reconnaissance et inclusion des peuples autochtones est une condition essentielle pour une société équitable et durable.

Renforcement des politiques de santé

Cette session a mis en lumière l'importance de l'implication des communautés dans la prévention, la lutte et la sensibilisation autour des maladies de santé publique. Des témoignages ont illustré les défis rencontrés par les structures locales : manque de matériel, faible financement, mobilité réduite, etc.

Propositions clés :

- Identifier des partenaires fiables pour accompagner les projets de santé communautaire.
- Assurer un financement durable et équitable pour les OSC actives sur le terrain.
- Mieux impliquer les populations locales, y compris les autochtones, dans les actions de prévention.

Conclusion :

Le financement demeure l'enjeu central pour consolider les politiques de santé publique. Il est crucial de renforcer les capacités des acteurs communautaires et d'assurer une coordination avec les institutions étatiques et les bailleurs.



Accès à l'eau potable et à un environnement sain

Cette session a mis en lumière les inégalités d'accès à l'eau et les défis liés à l'assainissement, à travers des témoignages et projets concrets (ex. « Villes Résilientes »). La gestion des déchets et la sensibilisation ont été présentées comme prioritaires.

Propositions clés :

- Renforcer les infrastructures hydrauliques.
- Éduquer aux pratiques d'hygiène.
- Appuyer les collectivités et ONG locales.
- Mettre en place des politiques durables de gestion des déchets.

Conclusion :

L'accès à l'eau et à un cadre de vie sain est un droit fondamental. Il nécessite une action coordonnée entre État, société civile et partenaires internationaux, surtout en milieu rural.

Construire l'avenir avec l'insertion professionnelle

Cette session a porté sur les difficultés d'insertion professionnelle des jeunes congolais, en mettant en évidence l'écart entre les formations proposées et les besoins du marché. Bien que des initiatives existent, elles restent souvent peu accessibles, mal connues ou insuffisamment coordonnées. Le manque d'accès à l'information et l'absence de plateformes partagées limitent les perspectives d'emploi pour la jeunesse.

Propositions clés :

- Mieux informer les jeunes sur les opportunités et les besoins réels du marché du travail.
- Créer des réseaux de jeunes pour favoriser la circulation de l'information et le soutien mutuel.
- Orienter les demandeurs d'emploi vers les secteurs porteurs et les métiers en tension.
- Renforcer les synergies entre jeunes, entreprises, OSC et institutions publiques.

Conclusion :

L'insertion des jeunes dans le monde professionnel nécessite un effort collectif. L'information, la coordination des acteurs et la valorisation des compétences locales sont des leviers essentiels pour construire un avenir durable et inclusif pour la jeunesse congolaise.

Une société civile engagée pour l'égalité des genres

La table ronde a réuni des membres d'OSC, du secteur judiciaire et des institutions pour échanger sur les avancées et défis liés à l'égalité de genre. Le « Violentomètre », outil de sensibilisation, a permis d'illustrer les différentes formes de violence. Des initiatives communautaires concrètes (planification familiale, insertion économique des femmes, promotion à des postes décisionnels) ont été partagées.

Propositions clés :

- Promouvoir l'éducation, l'emploi et le leadership féminin.
- Créer une plateforme de coordination entre les OSC engagées sur la thématique.
- Développer des indicateurs clairs pour évaluer les progrès en matière d'égalité.
- Appliquer les lois existantes (Code de la famille, Code pénal, loi Mouebara).

Conclusion :

L'égalité de genre nécessite une action collective, fondée sur la sensibilisation, le renforcement des droits et l'application effective des lois. Les OSC doivent se structurer en réseaux pour maximiser leur impact et favoriser des changements sociétaux profonds.

Favoriser le développement des OSC

Cette session a insisté sur le renforcement des capacités des ONG locales, la nécessité de financements accessibles et la création de réseaux. L'UE et l'Ambassade de France ont présenté leurs dispositifs de soutien (droits humains, insertion, société civile).

Propositions clés :

- Former les membres des ONG à la gestion de projet.
- Créer des mécanismes de financement adaptés.
- Encourager les plateformes collaboratives.
- Structurer les organisations et améliorer leur transparence.

Conclusion :

Le développement de la société civile dépend d'un accompagnement structuré et durable. Renforcer ses capacités permet de stimuler l'engagement citoyen et la mise en œuvre de projets de développement local.

Résumé des Ateliers

Durant le Forum, plusieurs ateliers pratiques ont permis aux OSC et participants de renforcer leurs compétences sur les thématiques clés : climat, biodiversité, égalité de genre et pollution plastique.



FRESQUE DU CLIMAT

OBJECTIF :

Comprendre les causes et impacts du changement climatique.

DÉROULÉ :

Jeu collaboratif sur les données du GIEC.

RÉSULTATS :

Une meilleure lecture des enjeux climatiques et un outil pédagogique réutilisable par les OSC.

FRESQUE DE LA BIODIVERSITÉ

OBJECTIF :

Mettre en lumière l'importance de la protection de la biodiversité.

DÉROULÉ :

Jeu collaboratif centré sur le cas du Bassin du Congo.

RÉSULTATS :

Les participants identifient des solutions concrètes pour préserver la biodiversité.

INTÉGRATION DU GENRE DANS LES MICRO-PROJETS

OBJECTIF :

Promouvoir l'égalité Femme-Homme dans les projets associatifs.

DÉROULÉ :

Témoignages, études de cas et partage d'outils et bonnes pratiques.

RÉSULTATS :

Des OSC engagées pour intégrer l'approche genre dans leurs actions.

FRESQUE DE LA POLLUTION PLASTIQUE

OBJECTIF :

Sensibiliser à la pollution plastique et aux alternatives durables.

DÉROULÉ :

Atelier participatif autour du cycle de vie du plastique.

RÉSULTATS :

Des leviers d'action identifiés pour réduire les déchets

Dispositif d'accompagnement **Acted**

Présentation des activités d'Acted dans le cadre du projet avec les OSC

Le projet « **Redynamisation et soutien de la société civile en tant qu'acteur du développement durable dans les départements du Pool et de la Likouala** » est financé par l'Union européenne dans le cadre de sa stratégie Global Gateway et mis en œuvre par Acted, en partenariat avec l'OCDH et Convergences.



Doté d'un budget de 1,24 million d'euros pour une durée de 42 mois (2022–2025), **le projet vise à renforcer les capacités des organisations de la société civile (OSC) congolaises** afin de leur permettre de jouer pleinement leur rôle d'actrices du développement local durable et inclusif. Les interventions couvrent les départements du Pool (Louingui, Boko, Mindouli, Kinkala, Igné) et de la Likouala (Impfondo, Epena, Dongou, Enyellé, Bétou), avec un appui technique à partir de Brazzaville.

Acted a accompagné **30 OSC locales** à travers un programme complet de formation, de mentorat et de suivi individualisé portant sur la gouvernance, la gestion financière, le plaidoyer, le genre, les droits humains et la protection de l'environnement.

Ces organisations **bénéficient également d'un soutien financier direct pour la mise en œuvre de leurs propres projets dans leurs communautés**. À ce jour, plus de 20 micro-projets ont été lancés, contribuant à l'amélioration de la nutrition, à l'autonomisation des femmes, à la protection de l'environnement et au développement économique local. La présentation détaillée des OSC accompagnées sera faite par la suite.

Le projet en quelques chiffres

- 1,24 million d'euros de budget total
- 42 mois de mise en œuvre (février 2022 – juillet 2025)
- 2 départements d'intervention : Pool et Likouala
- 11 zones couvertes : Louingui, Boko, Mindouli, Kinkala, Igné, Impfondo, Epena, Dongou, Enyellé, Bétou, Brazzaville
- 30 organisations de la société civile (OSC) accompagnées
- Plus de 60 sessions de formation et de mentorat réalisées
- 20 micro-projets locaux financés (montants entre 5 000 € et 10 000 €)
- Forte participation des femmes et des jeunes dans les OSC appuyées

Les OSC du Pool

ABDCD – ACS – AFVL – AIP – ALCM – AMTE – GSR –
HADA – ALTPDEV – ISES

Les OSC de la Likouala

AAM – AJCD – AAISC – AASP – ASSADECOM – AFPP –
CDDI – CIAD – ENCREC – JADR

ASSOCIATION DE BIENVEILLANCE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES COUCHES DES OEUVRES (ABDCD)



Fondée en 2004



06 678 39 60



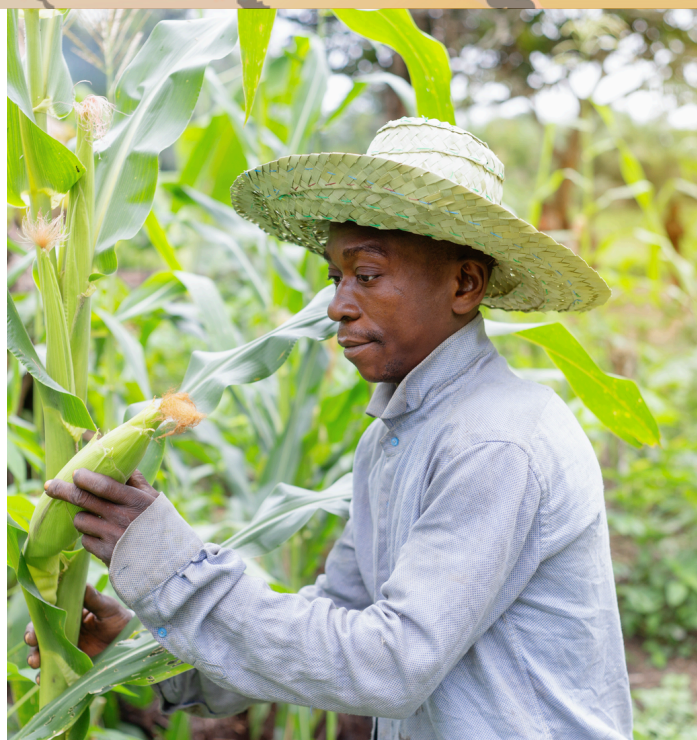
abdcddcongo@gmail.com

Objectifs de Développement Durable (ODD)

- Pas de pauvreté – ODD 1
- Faim zéro – ODD 2
- Inégalités réduites – ODD 10
- Mesure relative à la lutte contre le changement climatique – ODD 13

Initiatives

- Mise en place de pépinières de cacao dans le district d'Epena, en partenariat avec le Projet d'Appui à la Relance du Secteur Agricole (PARSA) :
- Formation des producteurs locaux
- Fourniture de matériel et plants
- Valorisation d'un cacao produit de manière durable et respectueuse de l'environnement



Impact

- Génération de revenus durables pour les producteurs locaux
- Sensibilisation à la protection des forêts et à la reforestation
- Meilleure résilience économique des communautés rurales
- Renforcement de l'engagement communautaire autour du développement durable
- Participation accrue des femmes et des jeunes aux initiatives agricoles

Evaluation et indicateurs d'impact précis

- Nombre de pépinières implantées et superficies reboisées
- Amélioration des revenus moyens des producteurs
- Taux de participation des femmes et jeunes dans les projets
- Évolution de la couverture végétale locale

Micro-projet : Appui aux communautés locales et peuples autochtones

Objectifs : Contribuer à lutter contre la pauvreté des communautés locales et populations autochtones dans le district d'Epéna

- **Phase 1 : 7 000€**
- **Phase 2 : 10 000€**



ASSOCIATION CONGO SECOURS (ACS)



Impfondo



Fondée en 2014

Objectifs de Développement Durable (ODD)

- Pas de pauvreté (ODD 1)
- Education de qualité (ODD 4)
- Inégalités réduites (ODD 10)

Initiatives

- Accueil, soutien et accompagnement des enfants orphelins ou abandonnés
- Appui aux jeunes filles mères et aux veuves en situation de précarité
- Formation professionnelle : couture, fabrication de savons, pâtisserie, agriculture, élevage
- Fabrication locale de briques pour l'habitat et les infrastructures communautaires
- Sensibilisation aux droits humains, à la santé, à l'égalité des genres et à la lutte contre les mariages précoces
- Appui psychologique et moral aux victimes de violence ou d'exclusion sociale



Impact

- 33 bénéficiaires formés avec des résultats concrets en matière de revenu
- Autonomisation progressive des femmes et des jeunes, avec retour à l'activité économique
- Réduction de la dépendance économique chez les veuves et jeunes filles mères
- Amélioration des conditions de vie des familles à travers l'accès à des revenus stables

Evaluation et indicateurs d'impact précis

- Nombre de personnes formées par activité (par exemple, couture : 10, savonnerie : 8, etc.)
- Taux d'insertion économique post-formation (ex. : % ayant lancé une activité ou trouvé un emploi)
- Revenus moyens mensuels avant/après accompagnement
- Nombre de femmes ou jeunes ayant quitté un contexte de dépendance ou de violence
- Nombre de sessions de sensibilisation tenues sur les droits et la santé reproductive

Micro-projet : Accompagnement et insertion sociale des minorités (CLPA)

Objectifs : Former et accompagner 10 jeunes vulnérables dans le métier de couture en vue de leur prise en charge personnelle.



ASSOCIATION DES FEMMES VEUVES DE LIKOUALA (AFVL)



Impfondo



06 831 234



Fondée en 2014

Objectifs de Développement Durable (ODD)

- Bonne santé et bien être (ODD 3)
- Egalité entre les sexes (ODD 5)
- Inégalités réduites (ODD 10)
- Consommation et production responsable (ODD 12)

Initiatives

- Accueil, soutien et accompagnement des enfants orphelins ou abandonnés
- Appui aux jeunes filles mères et aux veuves en situation de précarité
- Formation professionnelle : couture, fabrication de savons, pâtisserie, agriculture, élevage
- Fabrication locale de briques pour l'habitat et les infrastructures communautaires
- Sensibilisation aux droits humains, à la santé, à l'égalité des genres et à la lutte contre les mariages précoces
- Appui psychologique et moral aux victimes de violence ou d'exclusion sociale

Impact

- 33 bénéficiaires formés dans les AGR avec des résultats concrets en matière de revenu
- Autonomisation progressive des femmes et des jeunes, avec retour à l'activité économique
- Réduction de la dépendance économique chez les veuves et jeunes filles mères
- Amélioration des conditions de vie des familles à travers l'accès à des revenus stables

Evaluation et indicateurs d'impact précis

- Nombre de personnes formées par activité (par exemple, couture : 10, savonnerie : 8, etc.)
- Taux d'insertion économique post-formation (ex. : % ayant lancé une activité ou trouvé un emploi)
- Revenus moyens mensuels avant/après accompagnement
- Nombre de femmes ou jeunes ayant quitté un contexte de dépendance ou de violence
- Nombre de sessions de sensibilisation tenues sur les droits et la santé reproductive
- Nombre de familles bénéficiant indirectement des AGR (effet multiplicateur)



Micro-projet : Accompagnement et autonomisation des femmes veuves

Objectifs : Apporter un appui financier aux veuves vulnérables, sensibiliser et initier les veuves sur les techniques de production du savon artisanal

Phase 1 : 5 000€

Phase 2 : 7 000€



ACTION D'INTÉGRATION DES PEUPLES AUTOCHTONES (AIP)

 Betou / Yenaï  06 437 90 49

 Fondée en 2003

Objectifs de Développement Durable (ODD)

- Egalité des chances (ODD 10)
- Education de qualité (ODD 4)
- Consommation et production responsable (ODD 12)

Initiatives

- Projets agricoles communautaires : soutien à la production et à la commercialisation des produits agricoles des familles autochtones
- Scolarisation des enfants autochtones
- Campagnes de sensibilisation : éducation sur les droits fondamentaux des peuples autochtones, y compris les droits des femmes et des enfants
- Promotion de l'autonomie économique par des activités génératrices de revenus et des projets collectifs
- Création d'un marché réservé aux producteurs autochtones

Impact

- Autonomie économique accrue
- Scolarisation des enfants
- Renforcement de la résilience communautaire
- Amélioration de la reconnaissance économique

Evaluation et indicateurs d'impact précis

- Nombre d'enfants scolarisés
- Taux d'autonomie économique : % des familles autochtones ayant démarré une activité génératrice de revenus après l'accompagnement de l'AIP.
- Participation au marché autochtone : nombre de producteurs autochtones participant au marché hebdomadaire
- Réduction des travaux forcés : % de familles ayant cessé d'accepter des travaux forcés après sensibilisation et accompagnement
- Nombre de sensibilisations menées : nombre de campagnes de sensibilisation réalisées et de participants touchés
- Conflits résolus : nombre de conflits intercommunautaires gérés avec l'aide des forces de police locales et des partenaires communautaires

Micro-projet : Autonomisation économique des peuples autochtones de Bétou-centre et ses périphéries

Objectifs : Accompagner les 10 ménages bénéficiaires à mettre en place les activités agricoles sur les parcelles mises à leur disposition

Phase 1 : 5 000€

Phase 2 : 7 000€



ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION (ALCM)



Betou / Yenaï



06 437 90 49



Fondée en 2003

Objectifs de Développement Durable (ODD)

- Bonne santé et bien être (ODD 3)
- Education de qualité (ODD 4)

Initiatives

- Espace Ami des Enfants : un centre d'accueil pour les enfants de 2 à 5 ans, offrant un environnement stimulant et sécurisé pour leur développement physique et mental.
- Campagnes de sensibilisation : actions régulières pour informer les parents sur les bonnes pratiques nutritionnelles, les soins préventifs et l'hygiène.
- Dépistage et suivi de la croissance : identification précoce des enfants malnutris et suivi personnalisé pour favoriser leur rétablissement.
- Création de projets agricoles pour renforcer la sécurité alimentaire et l'autonomie économique des communautés autochtones.

Micro-projet : Amélioration de la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition dans la communauté urbaine de Bétou

Objectifs : Améliorer les connaissances nutritionnelles des ménages de Bétou, prendre en charge et accompagner 80 enfants malnutris

Phase 1 : 10 000€

Phase 2 : 12 000€



Impact

- Réduction de la malnutrition infantile
- Amélioration du développement des enfants
- Changement des comportements parentaux
- Renforcement de la résilience des communautés : les groupements agricoles créés offrent une sécurité alimentaire et une autonomie
- Réponse efficace aux urgences : lors des crises (inondations, afflux de réfugiés), l'ALCM a joué un rôle clé en fournissant une aide alimentaire et en protégeant les enfants vulnérables.

Evaluation et indicateurs d'impact précis

- Nombre d'enfants pris en charge : suivi du nombre d'enfants malnutris ayant bénéficié des services de l'Espace Ami des Enfants et des programmes de prévention.
- Taux de guérison de la malnutrition : % d'enfants malnutris ayant retrouvé un poids et une santé normale après un suivi médical et nutritionnel
- Nombre de parents sensibilisés
- Réduction des cas de malnutrition aiguë dans les zones d'intervention



ASSOCIATION MOAKA TALA EBOSSO (AMTE)

 Enyellé / Likouala  moassociation73@gmail.com

 Fondée en 2022

Objectifs de Développement Durable (ODD)

- Pas de pauvreté (ODD 1)
- Education de qualité (ODD 4)
- Consommation et production responsable (ODD 12)

Initiatives

- Production artisanale d'huile de palme et de savon à partir de ressources locales, bénéfique à plus de 300 familles.
- Valorisation des savoir-faire autochtones, notamment à travers des activités génératrices de revenus (AGR)
- Mobilisation communautaire : participation active des leaders Akas dans l'identification et l'adaptation des projets
- Sensibilisation à l'autonomisation financière et à l'organisation collective dans les villages
- Dialogue institutionnel : participation aux discussions avec les autorités grâce à l'implication politique du président de l'AMTE

Impact

- Amélioration des revenus de centaines de familles à travers la production artisanale locale
- Montée en compétences et en confiance des leaders autochtones dans la gestion de projets
- Prise de conscience collective accrue autour de l'importance de l'organisation associative et de la solidarité
- Visibilité politique et sociale accrue des communautés autochtones, notamment via l'élection du président de l'association au conseil départemental

Evaluation et indicateurs d'impact précis

- Nombre de familles bénéficiaires directes : plus de 300 engagées dans les AGR
- Volume mensuel de production artisanale (huile, savon) et évolution des revenus moyens par ménage.
- Fréquence des réunions communautaires et participation des membres
- Taux d'adhésion volontaire des villages

Micro-projet : Appui au développement des plantations agroforestières des autochtones dans le district d'Enyellé

Objectifs : Accompagner les ménages dans la mise en œuvre des plantations agroforestières

Phase 1 : 10 000€

Phase 2 : 12 000€



GÉNÉRATION SANS RISQUE (GSR)

 Betou / Brazzaville  gsrbrazza@gmail.com

 Fondée en 2008

Objectifs de Développement Durable (ODD)

- Bonne santé et bien être (ODD 3)
- Inégalités réduites (ODD 10)
- Mesure relative à la lutte contre le changement climatique (ODD 13)

Initiatives

- Accompagnement juridique, sanitaire et social des communautés autochtones.
- Projet apicole pilote : installation de cinq ruches dans des villages autochtones pour générer des revenus durables et encourager l'autonomisation locale.
- Campagnes de sensibilisation communautaire sur les droits fondamentaux, particulièrement dans des zones éloignées des structures publiques.
- Appui administratif et orientation vers les soins pour les publics vulnérables.
- Développement de partenariats stratégiques : coopération avec hôpitaux de référence, entreprises (ex. : Likouala Timber), et ONG.



Impact

- Changement de perception sociale et renforcement du tissu communautaire via les activités apicoles.
- Orientation réussie de neuf femmes autochtones enceintes vers des structures de santé adaptées.
- Signalement de cas de discrimination aux autorités, contribuant à une réponse institutionnelle.
- Accroissement de la visibilité des droits autochtones dans des villages historiquement déconnectés des politiques publiques.

Evaluation et indicateurs d'impact précis

- 5 ruches pilotes installées, symboles d'un modèle économique écologique et inclusif.
- 9 femmes enceintes orientées vers les soins : indicateur de confiance et d'efficacité de l'accompagnement social.
- Plusieurs cas de discriminations documentés et relayés.



HYGIÈNE ASSAINISSEMENT ET DÉVELOPPEMENT D'AFRIQUE (HADA)



Moundzombo I /
Bétou / Likouala



Fondée en 2015



mborissteveamour@gmail.com

Objectifs de Développement Durable (ODD)

- Bonne santé et bien être (ODD 3)
- Eau propre et assainissement (ODD 6)
- Inégalités réduites (ODD 10)
- Mesure relative à la lutte contre le changement climatique (ODD 13)

Initiatives

- Installation de dispositifs d'assainissement dans les écoles (latrines, points de lavage des mains, accès à l'eau potable).
- Programmes de sensibilisation à l'hygiène : lavage des mains, lutte contre la défécation à l'air libre, gestion des déchets.
- Formation des élèves, enseignants et parents comme relais communautaires de bonnes pratiques.
- Mobilisation communautaire participative pour pallier les contraintes de moyens.
- Interventions légères et ciblées dans des zones enclavées ou à faibles ressources.

Impact

- Réduction de l'absentéisme scolaire, notamment chez les filles, liée à l'amélioration des conditions d'hygiène.
- Amélioration de l'environnement scolaire pour des centaines d'enfants grâce à l'accès à des infrastructures sanitaires.
- Transformation des comportements collectifs via des dynamiques intergénérationnelles (élèves – enseignants – parents).
- Renforcement de la prévention des maladies hydriques dans les zones d'intervention.

Evaluation et indicateurs d'impact précis

- Plusieurs centaines d'enfants bénéficiaires d'installations d'assainissement scolaire
- Taux d'absentéisme en baisse dans certains établissements, indicateur qualitatif lié à l'amélioration de l'hygiène
- Multiplication des relais communautaires (élèves formés, enseignants impliqués, parents engagés)

Micro-projet : Réhabilitation des points d'eau et des latrines dans les établissements scolaires publics de la communauté urbaine de Betou

Objectifs : Réhabiliter 16 blocs de latrines des établissements scolaires publics de la communauté urbaine de Betou

Phase 1 : 7 000€

Phase 2 : 10 000€



ASSOCIATION LAC TÉLÉ POUR LA PROMOTION ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE VERTE (ALTPDEV)



Bakandi



06 991 86 39



Fondée en 2007



doumaisrael6@gmail.com

Objectifs de Développement Durable (ODD)

- Réduction des inégalités (ODD 10)
- Lutte contre les changements climatiques (ODD 13)
- Vie terrestre (ODD 15)

Initiatives

- Formation à l'écoconstruction (terre, bambou, bois issus de coupes contrôlées).
- Développement d'activités économiques durables : agriculture, élevage, pêche responsable.
- Lutte contre le braconnage, les feux de brousse et les pratiques destructrices.
- Appui à l'autonomisation économique des jeunes et des familles rurales.
- Mise en place d'un système de suivi-évaluation participatif pour mesurer les impacts sociaux, économiques et environnementaux.



Impact

- Insertion professionnelle de jeunes ruraux via la construction écologique.
- Abandon de techniques de pêche illégales, adoption de pratiques durables.
- Diversification alimentaire locale, grâce à des changements de pratiques agricoles et nutritionnelles.
- Transformation des anciens chasseurs en protecteurs de la faune locale.

Evaluation et indicateurs d'impact précis

- Taux de jeunes formés et insérés professionnellement grâce à l'écoconstruction.
- Réduction des feux de brousse et du braconnage dans les zones pilotes.
- Amélioration des conditions d'habitat et d'alimentation dans les villages ciblés.
- Suivi-évaluation participatif avec indicateurs de durabilité sociale, économique et écologique.

Micro-projet : Appui aux éleveurs avicoles de la communauté urbaine d'Epéna

Objectifs : Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations de la communauté urbaine d'Epéna, appuyer les communautés dans l'élevage des poulets de chairs

Phase 1: 5 000€

Phase 2: 10 000€

INITIATIVE POUR LA SAUVEGARDE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (ISES)



Impfondo



06 991 86 39



Fondée en 2019



mangojudicael@gmail.com



Objectifs de Développement Durable (ODD)

- Égalité entre les sexes (ODD 5)
- Réduction des inégalités (ODD 10)
- Lutte contre les changements climatiques (ODD 13)

Initiatives

- Sensibilisation à la gestion des déchets et à l'environnement
- Lutte contre les IST/VIH/SIDA et stigmatisation
- Appui à l'insertion socio-économique des filles-mères
- Promotion de l'égalité des genres
- Distribution de kits scolaires aux enfants autochtones
- Clubs "verts et roses" en milieu scolaire
- Sensibilisation à la santé communautaire et reproductive

Impact

- Réduction de la stigmatisation des PVVIH
- Intégration professionnelle de jeunes filles-mères
- Scolarisation d'enfants autochtones
- Sensibilisation accrue des jeunes à la santé et à l'environnement
- Mobilisation communautaire autour des enjeux écologiques

Evaluation et indicateurs d'impact précis

- Nombre de bénéficiaires directs (jeunes, PVVIH, filles mères)
- Taux de participation aux clubs "verts et roses"
- Quantité de kits scolaires distribués
- Nombre de campagnes de sensibilisation réalisées
- Taux de retour ou maintien à l'école après intervention
- Évolution des comportements liés à la gestion des déchets ou au VIH

Micro-projet : Accompagnement psycho- social des personnes vivant avec le VIH/SIDA

Objectifs : Rendre effective ou adéquate la prise en charge psycho-sociale des personnes vivant avec le VIH/SIDA

Phase 1: 5 000€

Phase 2: 8 000€



ENFANCE CRÉATRICE DE DÉVELOPPEMENT (ENCRED)

 Fondée en 1999

Objectifs de Développement Durable (ODD)

- Pas de pauvreté (ODD 1)
- Éducation de qualité (ODD 4)
- Égalité entre les sexes (ODD 5)
- Réduction des inégalités (ODD 10)

Initiatives

- Création de centres d'encadrement pour enfants et jeunes
- Activités socio-éducatives et ateliers créatifs
- Initiation aux NTIC dans un environnement rural
- Soutien aux familles via des parrainages internationaux
- Participation à des réseaux associatifs (REIPER, FOSIC)

Micro-projet : Appui à la formation en apprentissage de 20 jeunes déscolarisés a kinkala

Objectifs : Assurer le placement de 20 jeunes sélectionnés dans les ateliers d'apprentissage de métiers, assurer le paiement des frais d'apprentissage, acquérir des kits d'apprentissage, de la matière d'œuvre et des équipements de protection individuelle (EPI)

Phase 1 : 10 000€

Phase 2 : 12 000€



Impact

- Réinsertion d'enfants dans le système scolaire
- Acquisition de compétences numériques pour les jeunes
- Mobilisation de familles européennes autour du parrainage
- Ouverture de centres dans plusieurs districts
- Renforcement du tissu associatif local

Evaluation et indicateurs d'impact précis

- Nombre d'enfants scolarisés ou réinsérés chaque année
- Taux de fréquentation des centres ENCREC
- Nombre de jeunes formés aux NTIC
- Évolution du nombre de centres ouverts et actifs
- Nombre de partenariats et projets co-portés avec d'autres associations



CENTRE D'INITIATIVE ET D'ACTION POUR LE DÉVELOPPEMENT (CIAD)



Fondée en 1999

Objectifs de Développement Durable (ODD)

- Pas de pauvreté (ODD 1)
- Sécurité alimentaire (ODD 2)
- Accès à l'eau potable (ODD 6)

Initiatives

- Mise en œuvre d'exploitations agricoles formatrices à Vindza
- Organisation de sessions de formation professionnelle et de sensibilisation communautaire
- Mobilisation de fonds internes et diversification des ressources
- Partenariats avec les acteurs locaux et institutions
- Professionnalisation des bénévoles et évaluation continue des besoins



Impact

- Réinsertion économique de jeunes via l'agriculture
- Acquisition de compétences pratiques et transférables
- Renforcement de la résilience des communautés rurales
- Dynamisation du tissu associatif et partenarial local
- Meilleure adaptation des actions grâce aux évaluations régulières

Evaluation et indicateurs d'impact précis

- Nombre de jeunes formés et insérés dans des activités agricoles
- Rendement et productivité des exploitations agricoles gérées
- Taux de participation aux sessions de formation et sensibilisation
- Nombre et diversité des partenariats établis
- Évolution des revenus des bénéficiaires post-formation



Micro-projet : Promotion de l'hygiène et de l'assainissement dans trois quartiers de la commune de Kinkala, département du Pool

Objectifs : Sensibiliser les ménages sur l'utilisation des latrines familiales existante faites à base des matériaux locaux, mettre en place des comités de veille d'Hygiène corporelle et environnementale

Phase 1 : 5 000€

Phase 2 : 10 000€

CONVENTION DE LA DYNAMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT D'IGNIÉ (CDDI)

📅 Fondée en 2016

Objectifs de Développement Durable (ODD)

- Education de qualité (ODD 4)
- Travail décent et croissance économique (ODD 8)
- Ville et communauté durable (ODD 11)

Initiatives

- Programmes agricoles collectifs
- Régularisation des actes de naissance
- Réhabilitation d'écoles
- Consultations communautaires et suivi terrain
- Partenariats multi-acteurs (consortiums, plateformes)



Micro-projet : Redynamisation de la culture du manioc auprès des groupements agro- pastoraux du district d'Ignié

Objectifs : Contribuer à la diffusion d'une nouvelle variété de manioc plus productive, résistante aux maladies et à cycle végétatif relativement court dans les villages NKOVO et LIKO du district d'Ignié

Phase 1: 5 000€

Phase 2: 10 000€



Impact

- Réduction de l'exode rural
- Renforcement du tissu social local
- Amélioration de l'accès à l'éducation
- Reconnaissance légale des enfants sans identité
- Dynamisation économique locale

Evaluation et indicateurs d'impact précis

- Nombre d'actes de naissance régularisés
- Taux de fréquentation des écoles réhabilitées
- Nombre de bénéficiaires des projets agricoles
- Taux de réinstallation/d'ancrage local des jeunes
- Fréquence et résultats des consultations communautaires

ASSOCIATION DES FERMES PILOTES DU POOL (AFPP)



Fondée en 2017

Objectifs de Développement Durable (ODD)

- Education de qualité (ODD 4)
- Travail décent et croissance économique (ODD 8)
- Ville et communauté durable (ODD 11)

Initiatives

- Production locale de maïs et de soja pour aliments bétail
- Développement de la pisciculture
- Formations pratiques pour des éleveurs (2000+ formés)
- Création de chaînes agroalimentaires résilientes



Micro-projet : Redynamiser le circuit de l'approvisionnement de l'aliment de bétail au Pool

Objectifs : Améliorer l'accès continu à l'aliment de bétail de qualité dans le département du Pool (Kinkala), revaloriser les filières maïs et soja et créer de l'emploi dans la chaîne de valeur

Phase 1 : 5 000€

Phase 2 : 7 000€

Impact

- Réduction de la dépendance aux importations
- Stabilisation des prix des intrants
- Autonomisation des éleveurs ruraux
- Renforcement de l'économie locale post conflit
- Création d'une dynamique collective durable

Evaluation et indicateurs d'impact précis

- Nombre d'éleveurs formés : +2000
- Éleveurs actifs utilisant les acquis : ~100
- Volume de production local (maïs, soja, intrants)
- Taux de satisfaction des bénéficiaires
- Nombre de partenariats actifs



ASSOCIATION POUR L'APPUI AUX INITIATIVES DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE ET POUR LE MARKETING SOCIAL AU CONGO (AAISC/AMSCO)

|  Fondée en 1997

Objectifs de Développement Durable (ODD)

- Pas de pauvreté (ODD 1)
- Faim "zéro" (ODD 2)
- Travail décent et croissance économique (ODD 8)
- Consommation et production responsables (ODD 12)

Initiatives

- Création de forêts communautaires contre la déforestation
- Distribution de moustiquaires imprégnées
- Commercialisation de préservatifs Ami 3 (marketing social)
- Formation des relais communautaires
- Acquisition de matériel et renforcement de capacités locales

Micro-projet : Reboisement communautaire à KINGOUALA Gare MISSAFOU District de Mindouli, Département du pool

Objectifs : Contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations et particulièrement les jeunes du Pool par l'installation ou la plantation d'une forêt communautaire associé à l'agroforesterie à Kingouala (Missafou) et à atténuer les effets des changements climatiques

Phase 1 : 5 000€

Phase 2 : 10 000€



Impact

- Réduction des maladies (paludisme, IST)
- Renforcement de la conscience écologique locale
- Autonomisation économique des jeunes
- Préservation durable des ressources naturelles
- Meilleur accès à l'information et à la prévention santé

Evaluation et indicateurs d'impact précis

- Nombre de forêts communautaires créées
- Quantité de moustiquaires distribuées
- Nombre de préservatifs Ami 3 diffusés
- Nombre de jeunes formés ou accompagnés
- Taux de participation communautaire dans les projets
- Nombre de relais communautaires actifs



JEUNESSE ASSOCIÉE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL (JADR)



Fondée en 1997



Objectifs de Développement Durable (ODD)

- Lutte contre la pauvreté (ODD 1)
- Sécurité alimentaire (ODD 2)
- Emploi décent (ODD 8)
- Résilience climatique (ODD 13)

Initiatives

- Programmes de retour volontaire des jeunes ruraux
- Création et appui aux coopératives agricoles
- Insertion socio-professionnelle en zone rurale
- Mobilisation de la diaspora pour des projets locaux
- Partenariats avec CIAD et CEPAC pour le développement rural

Impact

- Réduction de l'exode rural
- Réactivation des terres agricoles laissées en friche
- Création d'emplois et renforcement du tissu économique local
- Renforcement du lien diaspora territoires
- Dynamisation sociale et économique des villages isolés

Evaluation et indicateurs d'impact précis

- Nombre de jeunes revenus dans les zones rurales
- Nombre de coopératives créées ou soutenues
- Nombre de comptes bancaires ouverts par les jeunes ruraux
- Surface agricole remise en activité
- Taux d'insertion professionnelle des jeunes formés
- Nombre de partenariats actifs avec la diaspora et ONG

Micro-projet : Redynamisation rurale

Objectifs : Renforcer les capacités des coopératives dans le district de mindouli, améliorer les techniques de production, optimiser le rendement de production des acteurs locaux, favoriser l'insertion socio-professionnelle des jeunes filles mères et contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et la diversification de l'économie

Phase 1 : 7 000€

Phase 2 : 10 000€



ASSOCIATION DE LA JEUNESSE CONGOLAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT (AJCD)



Fondée en 2004



Objectifs de Développement Durable (ODD)

- Pas de pauvreté (ODD 1)
- Éducation de qualité (ODD 4)
- Égalité entre les sexes (ODD 5)
- Travail décent et croissance économique (ODD 8)
- Villes et communautés durables (ODD 11)

Initiatives

- Formation et accompagnement de jeunes déscolarisés
- Création d'activités génératrices de revenus (restaurant solidaire)
- Développement de cultures vivrières (manioc, arachide, maïs jaune)
- Sensibilisation au développement local
- Partenariats avec des acteurs locaux (ex : CCOPDL)

Micro-projet : Projet d'Insertion Socio Professionnelle en Coiffure et Couture des jeunes déscolarisés de 18 à 30 ans dans le district de Mindouli (PISPCJ)

Objectifs : Contribuer à lutter contre la précarité des jeunes déscolarisés dans le district de Mindouli

Phase 1 : 5 000€

Phase 2 : 10 000€

Impact

- Insertion sociale et économique de jeunes en rupture
- Accès à une première expérience professionnelle
- Sécurisation alimentaire locale par l'agriculture
- Valorisation de l'action collective au niveau communautaire
- Renforcement du tissu associatif local

Evaluation et indicateurs d'impact précis

- Nombre de jeunes formés ou accompagnés
- Nombre d'activités économiques créées (ex : restaurant)
- Surface cultivée et volumes agricoles produits
- Revenus générés par les projets
- Nombre de partenariats formalisés (ex : avec CCOPDL)
- Taux de participation des jeunes femmes dans les projets



ASSOCIATION D'AIDES SOCIALES AUX PAYSANS (AASP)

📅 Fondée en 1995

Objectifs de Développement Durable (ODD)

- Pas de pauvreté (ODD 1)
- Faim "zéro" (ODD 2)
- Bonne santé et bien-être (ODD 3)
- Éducation de qualité (ODD 4)
- Égalité entre les sexes (ODD 5)
- Lutte contre les changements climatiques (ODD 13)
- Vie terrestre (ODD 15)

Initiatives

- Création de centres de soins communautaires
- Formations sur les pratiques agricoles durables
- Constitution de bases de données agricoles et sociales
- Implication des femmes dans les projets agricoles
- Développement de forêts communautaires
- Diversification des cultures et des sources de revenus



**Micro-projet : Création d'une forêt
communautaire pour lutter contre la
déforestation dans les villages
Kinkakassa et PK Loualou**

Phase 2 : 7 000€

Impact

- Amélioration de l'accès aux soins en milieu rural
- Adoption de pratiques agricoles plus résilientes
- Renforcement du rôle des femmes dans la production rurale
- Augmentation des rendements et des revenus des paysans
- Réduction de la vulnérabilité écologique grâce à la reforestation

Evaluation et indicateurs d'impact précis

- Nombre de paysans mobilisés (300+)
- Nombre de formations organisées et taux de participation
- Superficie exploitée et types de cultures diversifiées
- Taux de fréquentation des centres de soins
- Pourcentage de femmes en position de leadership
- Nombre de partenariats établis et projets de forêts lancés

ASSOCIATION D' ACTIONS SOCIO- SANITAIRES POUR LE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (ASSADECOM)

📅 Fondée en 1996

Objectifs de Développement Durable (ODD)

- Santé et le bien-être (ODD 3)
- Égalité des sexes (ODD 5)
- Accès à l'eau et à l'assainissement (ODD 6)

Initiatives

- Réouverture et réhabilitation de centres de soins en zone rurale
- Campagnes d'éducation à la santé communautaire
- Construction de toilettes ventilées dans les villages
- Recherches de financement et développement organisationnel
- Renforcement des partenariats (Acted, GESCOD, SEP/CNLS, UDLS-POOL)



Micro-projet: Lutte contre la Défécation à l'Air Libre (DAL) par les ménages vulnérables, en construisant des latrines améliorées avec fosses ventilées

Objectifs : Améliorer les conditions hygiéniques des ménages vulnérables des 12 quartiers de la Communauté urbaine de Mindouli, construire des latrines améliorées avec fosses ventilées

Phase 1: 10 000€

Phase 2: 12 000€

Impact

- Accès accru aux soins de santé dans les zones touchées par les conflits
- Réduction des maladies hydriques grâce à l'amélioration de l'assainissement
- Amélioration de l'hygiène et de la dignité des populations rurales
- Renforcement de la résilience du système de santé local
- Implication des communautés dans les pratiques sanitaires durables

Evaluation et indicateurs d'impact précis

- Nombre de centres de soins réhabilités et fréquentation mensuelle
- Nombre de toilettes construites et taux d'utilisation par ménage
- Nombre de campagnes de sensibilisation menées
- Partenariats formalisés et fonds mobilisés
- Taux de réduction des cas de maladies liées à l'eau (le cas échéant via données locales)



ASSOCIATION DES AGRICULTEURS DE MUSANA (AAM)



Fondée en 2001



Objectifs de Développement Durable (ODD)

- Pas de pauvreté (ODD 1)
- Faim « zéro » (ODD 2)
- Travail décent et croissance économique (ODD 8)
- Industrie, innovation et infrastructure (ODD 9)

Initiatives

- Facilitation de l'accès au crédit agricole
- Distribution et accès aux intrants agricoles (semences, outils)
- Assemblées générales participatives pour ajustement des actions
- Plaidoyer auprès des autorités locales et intégration des réseaux paysans
- Sensibilisation à l'autofinancement et gestion collective

Impact

- Hausse du nombre d'agriculteurs bénéficiaires de crédits et d'intrants
- Mobilisation croissante des membres aux décisions collectives
- Représentation accrue au sein des plateformes paysannes
- Début d'intégration institutionnelle au niveau départemental
- Amélioration modeste mais concrète des conditions de production agricole

Evaluation et indicateurs d'impact précis

- Nombre d'agriculteurs accédant à un crédit par an
- Volume ou valeur des intrants agricoles distribués
- Taux de participation aux assemblées générales
- Nombre de partenariats/platformes agricoles intégrés
- Évolution du nombre de membres et des cotisations annuelles



Le Dispositif Kotonga



Aperçu général

Le Dispositif Kotonga est le nouveau nom du dispositif anciennement appelé PISCCA (Programme d'Appui à l'amélioration des Conditions de vie des Sociétés Civiles et des Coalitions d'Acteurs) mis en œuvre par le Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France au Congo.

Il s'inscrit dans la stratégie pays de l'Équipe France au Congo, pour la période 2022-2024, avec comme objectif global l'amélioration durable des conditions de vie des populations vulnérables au Congo, notamment via le renforcement, la structuration et l'accompagnement de la société civile congolaise.

Fort du succès des dernières éditions du PISCCA, et pour répondre à un besoin constaté, l'Ambassade de France au Congo a, en 2024-25, augmenté l'enveloppe totale de son soutien afin de mettre l'accent sur l'accompagnement et la structuration de la société civile congolaise.

Ainsi, outre un soutien technique et financier octroyé à 11 organisations de la société civile (OSC) congolaise sur le même modèle que les précédents dispositifs (Guichet #1), le Dispositif Kotonga inaugure depuis un an un nouveau mode d'accompagnement (Guichet #2), en partenariat avec l'ONG Initiative Développement – ID spécialisée dans le renforcement de compétences d'OSC.

Ce dernier permet à 14 autres OSC, se distinguant des lauréats du Guichet #1 par un plus fort besoin de structuration et de renforcements technique et opérationnel, d'être accompagnées au plus près de leurs attentes et besoins à travers un programme mêlant diagnostic, renforcements de capacités ciblés, aide à la conception et à la gestion de projet et suivi continu. Elles sont également bénéficiaires d'une subvention qui leur permet de mettre en œuvre un mini-projet, et en application les renforcements acquis.

Le Dispositif Kotonga, sera renouvelé en 2026, avec la réouverture d'un appel à projets au cours du premier trimestre.

Kotonga en quelques chiffres

- 11 organisations de la société civile (OSC) bénéficient d'un accompagnement technique et financier dans le cadre du Guichet #1
- 14 OSC bénéficient d'un accompagnement renforcé dans le cadre du Guichet #2
- Les OSC du Guichet #2 sont accompagnées à travers un programme mêlant diagnostics, renforcement de capacités ciblé, appui à la conception et à la gestion de projets
- Chaque OSC du Guichet #2 met en œuvre un mini projet en application des renforcements acquis

Présentation des lauréats Kotonga 2024 - Guichet #1



2AID

L'Association des Acteurs d'Insertion et du Développement, créée en 2018, contribue à l'amélioration des conditions de vie socio-économique des populations vulnérable via l'éducation, la formation et l'insertion des personnes vulnérables au Congo.



Brazzaville



Fondée en 2015



2aid.congo@gmail.com



Projet : NOA

Objectif général du projet : Le projet vise à contribuer à l'amélioration des conditions de vie des jeunes filles et garçons orphelins de Madibou.

Durée du projet : 18 mois



Résumé du projet

Le projet NOA, porté en partenariat entre 2AID et ESSOR, vise à contribuer à l'amélioration des conditions de vie des jeunes filles et garçons orphelins, en situation difficile, vivant dans l'arrondissement de Madibou à Brazzaville, à travers la vulgarisation du code de la famille et le renforcement des compétences techniques professionnelles, mais également des compétences dites « humaines », via la méthodologie de la « Formation humaine » qu'ESSOR met en œuvre dans tous ses projets de formation et d'insertion depuis 2018.

Il permet à :

- 1700 personnes vulnérables d'être suffisamment informées sur le droit de successions, le code de la famille et prendre conscience des inégalités liées au genre ;
- 60 jeunes âgés de 15 à 25 ans, orphelins ou en situation difficile, d'acquérir des compétences techniques et professionnelles grâce à 3 à 6 mois de formation ;
- et à terme de s'émanciper financièrement et socialement

Guichet #1



EDDEN

L'ONG Engagement pour le Développement Durable et l'Environnement (EDDEN) agit à Makabandilou, à Brazzaville, en faveur de la protection de l'environnement, l'agronomie et le développement durable. Leurs projets contribuent à améliorer les conditions de vie des populations locales en promouvant des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement tout en soutenant le développement socio-économique.



Brazzaville



Fondée en 2010



Contact@association-edden.org



Projet : Renforcement des compétences en agroécologie et facilitation de l'accès aux outils numériques pour une agriculture durable et innovante dans les arrondissements de Djiri, Talangai et Kintele à Brazzaville, République du Congo

Objectif général du projet : Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations en situation de vulnérabilité, en particulier les jeunes maraîchers des arrondissements Djiri, Talangai et Kintele, en renforçant leurs compétences en agro écologie et en facilitant leur accès aux outils numériques pour une agriculture plus durable et innovante.

Durée du projet : 18 mois

Résumé du projet

Le projet consiste en la mise en place d'un centre de ressources agroécologiques et numériques à Makabandilou. Ce centre servira de point focal pour les jeunes maraîchers des quartiers de Djiri, Kintele et Talangai, ainsi que d'autres zones similaires, afin de renforcer leurs compétences en agriculture durable et de les initier à l'utilisation des outils numériques pour la valorisation de leur production agricole.

Le centre offre une variété de formations et d'ateliers pratiques axés sur l'agroécologie, comprenant des sessions sur les techniques de culture respectueuses de l'environnement, la gestion durable des ressources naturelles, et l'intégration de pratiques agricoles innovantes.

En outre, une plateforme numérique sera créée et mise en ligne pour faciliter la visibilité et commercialisation de leurs produits. Des formations en outils de gestion agricole basés sur les technologies de l'information et de la communication seront organisées à cette fin.



Guichet #1

O2CD

L'Observatoire Congolais des Droits des Consommateurs (O2CD) œuvre pour la mise en place d'une plateforme des consommateurs : le Réseau des associations des consommateurs (RAC) qui comprend 7 membres sur les 9 associations de consommateurs actives dans le pays. Il a pour objectifs de :

- veiller au respect des droits fondamentaux et connexes des consommateurs en relevant tout abus
- promouvoir et défendre les intérêts individuels et collectifs des consommateurs
- veiller au respect d'une concurrence loyale et saine.



Brazzaville



Fondée en 2011



b.mermans@yahoo.fr



Projet : Projet de restructuration des Comités de santé pour l'amélioration de l'accès des populations aux services de santé de qualité.

Objectif général du projet : Contribuer à la restructuration des Comités de santé pour l'amélioration de l'accès des populations aux services de santé de qualité.

Durée du projet : 18 mois

Résumé du projet

Le projet vise à (i) redynamiser les comités de santé (COSA) des districts sanitaires de Brazzaville, en vue de l'organisation de l'assemblée générale des COSA qui permettra de mettre en place un bureau chargé de représenter au mieux les usagers au niveau du comité de gestion du district sanitaire, comme l'exige le décret portant attribution sur l'organisation et le fonctionnement des districts sanitaires. Il visera ensuite à (ii) former des relais communautaires au sein des COSA à la sensibilisation et à la mobilisation afin de favoriser plus de participation aux activités proposées de vaccination, consultation prénatale, etc.



Guichet #1



GEC

Le Groupement des Electriciens du Congo est une structure d'auto-organisation des artisans électriciens et électrotechniciens, à but non lucratif, créée dans le cadre du Projet Promotion de l'Artisanat et de la Petite Entreprise (PAPE), mis en œuvre par le service technique de la coopération allemande (GTZ) de 1995 à 2001.

Il a pour objectif de :

- Représenter, promouvoir et défendre les droits et devoir des artisans électriciens ;
- Promouvoir le métier d'artisan électricien et le développement d'entreprise artisanales dans le secteur ;
- Œuvrer pour la formation continue dans le secteur de l'énergie ;
- Favoriser la solidarité, la collaboration et l'assistance mutuelle entre artisans électriciens ;
- Suivre et accompagner les politiques publiques dans le secteur de l'énergie.



Brazzaville



Fondée en 2011



gecongo@gmail.com



Projet : Appuyer les Electriciens Crée l'Insertion au Kouilou (PRECIKA)

Objectif général du projet : Contribuer à l'autonomisation communautaire et la création d'emplois durables dans un élan de transition sociale et environnementale liée à l'énergie en zone rurale.

Durée du projet : 16 mois

Résumé du projet

Le projet vise à former 40 jeunes en matière de compétences techniques en électricité, gestion d'entreprise / associative, et à leur offrir des opportunités d'emploi via l'octroi de certifications et une aide à l'insertion professionnelle. Enfin, son dernier volet permettra d'améliorer l'accès à l'énergie dans les communautés rurales au Kouilou.



Guichet #1

S.O.S Femmes du Congo

L'Association S.O.S Femmes du Congo est une organisation des jeunes féministes qui militent pour l'accompagnement éducatif et social des femmes en République du Congo. Elle a pour vision la participation active de la femme congolaise au développement économique et social. Ses trois objectifs sont de promouvoir le leadership et l'entrepreneuriat féminin, promouvoir les droits en santé sexuelle et reproductive, lutter contre toutes les formes de violences faites aux femmes.



Brazzaville et Bouenza



Fondée en 2019



sosfemmesinfos@gmail.com



Projet : Appui à l'autonomisation financière des femmes déplacées vivant avec handicap de la Bouenza

Objectif général du projet : Contribuer à l'autonomisation financière des femmes déplacées vivant avec handicap en République du Congo.

Durée du projet : 18 mois



Résumé du projet

Le projet permet à 200 femmes vivant avec handicap d'être formées sur les métiers agricoles (aviculture, polyculture, pisciculture, élevage des petits ruminants, agro-foresterie, apiculture, fabrication d'aliments de bétails, transformation des fruits et légumes, fabrication des bio-pesticides et biofertilisants), d'être accompagnées au lancement d'activités génératrices de revenus, et enfin de mettre en place des actions de sensibilisation et d'éducation dans les écoles, églises et quartiers pour lutter contre les discriminations que les femmes vivant avec handicap subissent.

Guichet #1



LEB Congo

LEB Congo est une ONG qui œuvre dans la formation et l'insertion des jeunes, en favorisant la création d'entreprises innovantes. Elle a accompagné en 6 ans environ 9000 jeunes sans emploi dans la mise en place d'activités génératrices de revenus à travers plusieurs localités dans tout le pays.



Brazzaville et Pointe-Noire



Fondée en 2017



info@lebcongo.org



Projet : Programme de Renforcement des Compétences Entrepreneuriales des Personnes Vivant avec Handicap (PRCEPVH)

Objectif général du projet : L'objectif général du projet est d'autonomiser économiquement et socialement les jeunes vivant avec un handicap en leur fournissant les compétences et les outils nécessaires pour créer des activités génératrices de revenus et développer leur potentiel entrepreneurial d'ici le mois de mars 2026.

Résumé du projet

Le projet consiste en un programme de formation de 200 jeunes en situation de handicap, répartis en deux cohortes de 125 participants à Pointe-Noire et 75 à Brazzaville.

Les jeunes sélectionnés sur la base d'un appel à candidatures suivront :

- Une formation pratique pendant 4 mois sur le leadership, la gestion d'équipe, la gestion financière, la conception de projets entrepreneuriaux et des ateliers métiers spécialisés.
- Une compétition de projets sera ensuite organisée pendant 2 mois pour récompenser et soutenir financièrement plus considérablement 5 projets particulièrement innovants.

L'ensemble des jeunes bénéficieront enfin d'un suivi personnalisé pendant 6 mois pour les accompagner dans la mise en place de leurs activités génératrices de revenus (aide à la mobilisation de fonds, mise en lien avec des partenaires financiers et institutionnels, etc.)



Guichet #1



APVPS

L'Association Professionnelle pour la Valorisation des Produits forestiers et Subsidiaries est une ONG congolaise implantée dans la Sangha et dans la Likouala qui œuvre afin d'aider les populations rurales à augmenter, diversifier et stabiliser leurs sources de revenus, d'une part, et promouvoir et faire valoir le droit des populations autochtones d'autre part.



Ouessou (Sangha) et Enyelle (Likouala)



Fondée en 2011



apvpsong@gmail.com



Projet : Nguenguissa

Objectif général du projet : Contribuer à l'amélioration du vivre ensemble dans le district d'Enyellé grâce à la promotion des droits des populations autochtones et l'accès à la citoyenneté.



Résumé du projet

Le projet vise à renforcer le pouvoir d'agir des acteurs locaux et d'améliorer le vivre-ensemble entre les peuples bantous et autochtones d'Enyellé. Cela se traduira par la formation de deux structures locales, l'association « Mouaka Tala Ebosso » (i) et le groupement des jeunes d'Enyellé (ii) afin qu'elles soient en mesure de sensibiliser les populations sur leurs droits humains, l'importance de l'obtention des pièces d'état-civil et la bonne connaissance de la loi n°5 portant protection et promotion des peuples autochtones.



Guichet #1



ACAF

L'Association des Communautés Locales et Autochtones en Zones Forestières du Congo (ACAF-Congo) œuvre dans le but de lutter contre les violations des droits humains et de faire la promotion et la défense des droits des populations autochtones. Elle intervient particulièrement dans les départements forestiers du territoire national : Likouala, la Sangha, le Niari, la Lékoumou, la Cuvette et le Kouilou.



 Brazzaville, Likouala, Lekoumou

 Fondée en 2018  bbcafcongo@gmail.com



Projet : Télémela (Lève-toi contre) la torture et les mauvais traitements visant les populations autochtones (PA) dans le Département de la Likouala, République du Congo.

Objectif général du projet : Promouvoir les droits des populations autochtones, contribuer à la prévention et à la lutte contre la torture et les mauvais traitements inhumains et dégradants en vue de réduire les violations des droits humains dans le Département de la Likouala.

Résumé du projet

Le projet est structurée autour de 3 axes d'activités : (i) la mise en place de missions de 12 jours maximum afin de sensibiliser et renforcer les capacités d'acteurs locaux et départementaux (acteurs de la chaîne pénitentiaire, agents de forces de l'ordre et de sécurité, autorités départementales et locales, populations civiles, secteur privé, société civile, confession religieuse...) en matière de droits humains; (ii) l'organisation de missions de monitoring afin de documenter d'éventuels cas de torture et mauvais traitements tout en portant un soutien (juridique et sanitaire) aux éventuelles victimes ; (iii) l'organisation d'une table-ronde et de deux émissions radio-télévisées de plaidoyer afin d'échanger, capitaliser et plaider pour plus d'engagement des acteurs départementaux et locaux en faveur des droits des populations autochtones et de la lutte contre la torture et les mauvais traitements dans le département de la Likouala.



Guichet #1



ACAT

L'ACAT Congo est une organisation de défense des droits de l'homme, fondée en 1993 et affiliée à la FIACAT depuis 2000. Présente à Brazzaville, Pointe Noire, Dolisie, Ouesso, Kinkala, Nkayi, Sibiti et Mouyondzi, elle a pour mandat de lutter contre la torture, les traitements cruels, inhumains et dégradants et la peine de mort en République du Congo. Pour ce faire, elle contribue à la création, la promotion et la diffusion d'instruments juridiques de promotion des droits de l'homme, exerce une fonction de prévention, de vigilance, de formation et d'éducation aux droits de l'homme au Congo. Elle plaide en faveur de l'abolition des exécutions capitales et des disparitions forcées et l'accès des populations vulnérables aux services sociaux de base. Elle fait le monitoring des lieux de détention et apporte une assistance judiciaire aux personnes en détention arbitraires. Elle assiste les victimes des actes de torture, et rédige des rapports alternatifs auprès des instances internationales et régionales de défense des droits de l'homme et suit la mise en œuvre des engagements pris par le Congo.



Brazzaville



Fondée en 2011



geccongo@gmail.com



Projet : Projet : Concourir à l'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables et/ou marginalisées, à travers l'accès aux droits dans les départements du Pool et de Brazzaville.

Objectif général du projet : Renforcer la résilience des populations vulnérables et/ou marginalisées aux manipulations dues à un manque d'accès au droit, à la justice et au sentiment d'exclusion à travers des campagnes de sensibilisation aux droits destinées aux populations et au renforcement des capacités des leaders locaux.



Résumé du projet

Le projet se décline à travers des activités (i) d'organisation de rencontres de plaidoyer et sensibilisation au niveau local et national, (ii) de renforcement des capacités des autorités locales de base, agents des forces de l'ordre et acteurs de la société civile, (iii) d'accompagnement et d'assistance juridiques et administratives prodigués à au moins 300 victimes de violations des droits humains (iii).



ASLAV

L'ASLAV ou « Association de l'Amour Vivant » est une association médicale caritative française, qui vient en aide aux populations isolées ou défavorisées sur le plan sanitaire en soutenant des structures de santé locales qui ont fait la preuve de leur efficacité et de leur pérennité. Forte de centaines d'adhérents bénévoles dont 250 médecins, l'ASLAV intervient dans différents domaines médicaux depuis plus de quinze ans, uniquement en République du Congo auprès de 28 structures de santé partenaires réparties sur tout le territoire.



28 structures de santé réparties sur tout le territoire.



Fondée en 2009



aslavcongo@aslav.org



Projet : Prise en charge des soins bucco-dentaires en ambulatoire chez les enfants et les familles en situation de vulnérabilité en République du Congo.

Objectif général du projet : Favoriser les conditions sanitaires et la prise en charge des populations isolées et défavorisées par la constitution d'un programme mobile de dentisterie d'urgence et de prévention ambulatoire.

Lieu du projet : Sangha

Résumé du projet

Cette première phase du projet de dentisterie mobile développé par l'ASLAV permettra à des soignants volontaires du centre de Sembé d'être formés (i) en dentisterie afin d'améliorer la prise en charge bucco-dentaire de la population (ii) et à leur tour de former des soignants volontaires issus d'autres centres de santé grâce à une unité mobile dentaire (UMB), sorte de mini cabinet de dentisterie mobile (iii).

Association Serment Universel

L'Association Serment Universel est une association sans but lucratif, de droit congolais, créée le 02 octobre 1998 à Brazzaville, à la suite de la guerre civile de 1997.

Elle promeut et œuvre en faveur d'une meilleure prise en compte de la santé psychologique des personnes au Congo. Elle assure ainsi des missions de :

- Prise en charge de maladies graves aux répercussions psychologiques importantes
- Protection des personnes en situation de vulnérabilité médico-psychosociale ;
- Lutte contre les violences (sexuelles, sexospécifiques, familiales/conjugales, tortures, conflits...) ;
- Lutte contre la consommation des drogues



Brazzaville, Pointe-Noire et Dolisie



Fondée en 1998



serment_merveil@yahoo.fr



Projet : Relation d'aide à distance et prise en charge holistique des minorités sexuelles vivant à Brazzaville

Objectif général du projet : Contribuer à la réduction de la morbi-mortalité liée à la drépanocytose au Congo.

Résumé du projet

Le projet Drépaction permet de/d' :

- Sensibiliser 5000 filles/femmes en âge de procréer sur l'importance de l'électrophorèse et les conséquences de la drépanocytose ;
- Sensibiliser 50 Officiers d'Etat-civil de la ville de Brazzaville sur la nécessité de proposer le test prénuptial de la drépanocytose aux candidats au mariage ;
- Organiser des groupes de parole des mères en charge d'enfants drépanocytaires homozygotes (EDH) ;
- Organiser des ateliers de ludo-thérapie et ateliers d'expression au bénéfice de 50 EDH ;
- Prendre en charge financièrement les médicaments de stimulation du système hématopoïétique et de prévention et de traitement des crises vaso-occlusives.

Guichet #2



Protecting Environment Association

La Protecting Environment Association (PEA) a été créée en 2011 à Brazzaville par un groupe de jeunes Congolais désireux de sensibiliser et agir contre les pollutions diverses, le dérèglement climatique, le braconnage et les injustices environnementales.

 Brazzaville
 Fondée en 2011  protectingenvironments@gmail.com



Union pour l'Assistance aux Femmes Prostituées d'Afrique

L'UAFPA œuvre pour l'amélioration de la prévention et pour l'accès au traitement du VIH à Brazzaville et à Dolisie.

 Brazzaville et Dolisie
 Fondée en 2007  uafpa_congo@yahoo.fr



Association des Jeunes Sociologues

L'Association des Jeunes Sociologues en sigle (AJS) apporte une assistance à plusieurs types de populations vulnérables au Congo : enfants et jeunes en situation de rue, peuples autochtones, personnes en situation de handicap, personnes victimes de violences sexuelles et sexistes. Elle a présenté au guichet n°1 de Kotonga un projet en faveur de l'accès à la justice et à la citoyenneté pour les peuples autochtones dans le département de la Lékoumou.

 Pointe-Noire et Lékoumou
 Fondée en 2002  associationdesjs@gmail.com



Espace Epoko

Créé en 2015, l'Espace Opoko se consacre à soutenir l'éducation des enfants autochtones en République du Congo via une approche visant un accompagnement global : de la sensibilisation, au soutien scolaire, à la fourniture de ressources éducatives.

 Brazzaville, Lékoumou et Sangha
 Fondée en 2015  info@espaceopoko.org



Guichet #2



AJAMO

L'Association Jeunesse Active de Makoua Opa (AJAMO) a été créée en 2009 dans le district de Makoua afin de proposer des pistes de solutions à la situation socio-économique du district. Elle œuvre depuis pour le bien-être de la population locale à travers :

- La promotion, le développement et la valorisation des activités agropastorales et halieutiques en œuvrant en faveur des groupements coopératifs ;
- La promotion et la réalisation des activités d'entretien et de réhabilitation des pistes ;
- L'observation à la bonne gestion de l'exploitation judicieuse des ressources naturelles du district ;
- La participation à la sensibilisation, à l'information et à la formation du public en matière d'environnement et sa protection.



Makoua



Fondée en 2009



ajamomak@gmail.com



Kiminou

Kiminou œuvre en faveur de la scolarisation et l'éducation des enfants (autochtones et bantous) issus de familles défavorisées de la Lékoumou. Elle facilite matériellement leur scolarisation, met en place des contrats de parrainage entre un enfant, un parrain et l'association, et améliore les conditions d'étude d'établissements scolaires.



Pointe-Noire, Lékoumou et Niari



Fondée en 2020



kiminou.association@gmail.com



Association Jhony Chancel pour les Albinos

L'Association Jhony Chancel pour les Albinos (A.J.C.A) est une association créée en 2010 qui milite au quotidien pour la valorisation des droits ; l'amélioration des conditions sanitaires et des conditions de vies des personnes atteintes d'albinisme. Elle a ouvert une clinique médico-sociale A.J.C.A en 2015, qui par sa prise en charge gratuite a permis de sauver de nombreuses vies dans la population albinos, par la prise en charge sanitaire gratuite offerte. Elle met aussi en œuvre des activités de prévention : distribution de crèmes solaires, lunettes de vue, et kits scolaires.



Brazzaville



Fondée en 2010



assojhonychancelalbinos1@gmail.com



Guichet #2



Observatoire Handicap Humanité H2O

L'ONG H2O œuvre en faveur de la promotion des droits fondamentaux des personnes en situation de handicap. Elle fait figure de référence en la matière au Congo et a intégré une approche basée sur le genre et le développement communautaire dans sa méthode. Bénéficiaire d'un premier micro-financement de l'Ambassade de France en 2023, elle a déposé un projet sur le guichet principal de Kotonga autour de l'accompagnement de 30 jeunes filles et femmes en situation de handicap à Brazzaville.



Brazzaville



Fondée en 2020



h2ocollectifliloba@gmail.com



Afrique Action

Afrique-Action est une association qui œuvre depuis 2019 pour le développement local dans le Pool. Elle soutient des actions durables dans les domaines de l'éducation, la santé, l'environnement, la culture et de l'intégration socioprofessionnelle des classes sociales vulnérables. Elle focalise une majeure part de ses actions sur l'intégration socioprofessionnelle et la scolarisation des jeunes et enfants autochtones dans sa zone d'intervention.



Brazzaville et Pool (District de Kimba)



Fondée en 2019



contact.afrique.action@gmail.com



Groupe de réflexion contre les violences basées sur le genre

Le Groupe de Réflexion Contre les Violences Basées sur le Genre œuvre pour sensibiliser et mobiliser contre les violences basées sur le genre sous toutes leurs formes, à Pointe-Noire et dans le Kouilou. Elle organise pour ce faire des tables rondes et projets de renforcement de capacités sur les lois en vigueur en République du Congo pour les officiers de police, chefs de quartier et agents municipaux locaux.



Pointe-Noire et Kouilou



Fondée en 2020



groupepedereflexion.vbg@gmail.com



Guichet #2



Human Empress

Human Empress a pour but de contribuer à l'amélioration des conditions d'apprentissage des jeunes au Congo, à travers la réforme du système éducatif ; de développer les compétences professionnelles des jeunes grâce aux transferts des connaissances pratiques et, de les inciter à devenir des acteurs de la protection de l'environnement.



Brazzaville, Pool et Pointe-Noire



Fondée en 2019



contact@humanempress.cg



Agir pour le Développement des Femmes Rurales et Autochtones

Le but d'ADFRA est de promouvoir les droits des femmes et le développement communautaire. Elle intervient essentiellement à Brazzaville et dans le Pool.



Brazzaville et Pool (District de Kimba)



Fondée en 2019



contact.afrique.action@gmail.com



Association des Personnes Vulnérables du Congo

L'APVC œuvre en faveur de la promotion des droits humains, la lutte contre la stigmatisation et la discrimination des minorités sexuelles et de genre et des personnes vivant avec le VIH, et la prévention et la lutte contre le VIH/Sida et différentes pathologies liées au VIH/Sida et aux IST.



Brazzaville



Fondée en 2018



vulnerablesducongoassociationd@gmail.com



Association des Femmes pour le Développement de la Bouenza

AFDB œuvre pour l'autonomisation économique des femmes dans la Bouenza ainsi que pour l'accompagnement de personnes vivant avec le VIH.



Bouenza



Fondée en 2011



afdbnkayi@gmail.com



Articles des Organisations de la société civile

Une société civile en marche vers l'égalité de genre

L'égalité de genre représente un enjeu crucial pour la construction de sociétés plus justes, inclusives et démocratiques. L'expression « égalité de genre » est à la fois perçue comme une revendication légitime de justice sociale et une déconstruction des normes préétablies. Cette dualité de perception révèle combien la question de genre touche aux fondements de nos sociétés : **les rôles, les identités et les pouvoirs des hommes et les femmes**. Les uns y voient une avancée vers l'égalité pour tous, d'autres l'interprètent comme une menace de l'ordre social et des traditions culturelles.

Si le concept genre suscite encore autant de discussions, sa définition quant à elle demeure floue pour beaucoup.

Alors, qu'est-ce que le genre ? Selon l'ONU Femmes, le terme "genre" ne désigne pas le sexe biologique, le fait de naître dans un corps de femme ou d'homme mais plutôt l'ensembles des rôles, des comportements, des activités et des attributs qu'une société donnée considère comme appropriés pour les hommes et les femmes.

Dans nos sociétés africaines, le genre est enraciné dans des traditions, des croyances et des structures sociales qui varient d'une culture à une autre. En tant que concept moderne, il importe de souligner qu'il a été introduit par des théories occidentales. Toutefois, dans de nombreuses sociétés africaines, la division du travail et des rôles spécifiques attribués aux hommes et aux femmes existe depuis longtemps. L'arrivée des discussions sur le genre a entraîné une remise en question de ces rôles traditionnels qui relèguent la femme au second plan et tendent à l'invisibiliser. De plus en plus de mouvements sociaux en Afrique appellent **à repenser ces rôles, notamment en ce qui concerne la place des femmes dans la société**. Ces revendications ne se font pas sans difficultés, car bien que l'on parle d'égalité aujourd'hui, on se rend compte que beaucoup de stéréotypes de genre perdurent. Les organisations de la société civile conscientes de ces défis multiplient des initiatives pour faire avancer la question sur l'égalité.

L'article 1 de la Déclaration Universelle des droits de l'homme nous rappelle que « **tous les humains naissent libres et égaux en droits** ».

Ce principe qui consacre l'égalité ne fait aucunement mention des caractéristiques biologiques féminines ou masculines mais reconnaît en chaque humain une égalité quel qu'en soit son sexe ou sa race. **Cette recherche d'équilibre s'appuie sur des bases universelles de justice.**

Cependant, la persistance des idées reçues sur les femmes sont telles que celles-ci sont invisibilisées. En République du Congo, on arrive encore à écouter « les femmes doivent se taire quand les hommes parlent », ou encore « les femmes ne bâtissent pas ». Ces expressions combien même banales montre à quel point ces stéréotypes sont profondément ancrés dans notre mode de vie et perpétuent des inégalités sur plusieurs générations.

Déconstruire les stéréotypes de genre est un chemin périlleux dans notre société encore fortement patriarcale. Telle que conçue, elle présente la femme comme "l'être faible" et l'homme comme "mal dominant". « Un homme ne pleure pas », un stéréotype de genre qui ne laisse aucune possibilité à l'homme de montrer sa vulnérabilité et le maintient parfois dans un virilisme malsain.

À travers ses multiples formes d'associations, collectifs, organisations de femmes, groupes communautaires. **La société civile joue un rôle essentiel et dynamique dans la promotion de l'égalité de genre**. Elle agit sur le terrain pour déconstruire les stéréotypes et faire évoluer les mentalités. En multipliant des campagnes de sensibilisation, des ateliers de formation, des actions de plaidoyer auprès des autorités et des initiatives locales, ces acteurs engagés ouvrent la voie à un changement durable et remarquable.

En République du Congo, plusieurs organisations comme **Kaani Assistance** œuvrent en faveur de l'autonomie des femmes tout en luttant contre les violences basées sur le genre. Ces initiatives renforcent la visibilité des questions de genre et favorisent une prise de conscience collective.

Par ailleurs, au niveau régional, des mouvements comme AWDF (**African Women's Development Fund**) soutiennent financièrement et techniquement des associations locales qui luttent pour l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes en Afrique, contribuant ainsi à renforcer le tissu associatif et militant.

Parmi ces actions, les mutuelles de santé communautaire « **Mama Télama** » créées et gérées par des femmes en zones rurales dans trois départements du Congo dont celui du Pool, de la Bouenza et la Sangha en sont la preuve palpable. Cette initiative portée par l'association Kaani Assistance, permet non seulement de **faciliter l'accès aux soins, mais elles sont aussi un levier d'émancipation économique et sociale pour les femmes** elles-mêmes. Par leur engagement, ces femmes redonnent vie à leurs villages, renforcent la solidarité locale et montrent que l'égalité passe aussi par des actions concrètes menées par les femmes.

Sur cette même lancée, l'association **SOS Femmes du Congo** agit également pour l'autonomisation des femmes vulnérables, notamment à travers un projet d'appui aux femmes déplacées vivant avec un handicap dans la Bouenza. A cela s'ajoute **le collectif Lamuka** qui, est engagé dans l'inclusion sociale et l'entrepreneuriat des femmes handicapées et réfugiées. Ces réalisations ne sont que quelques exemples parmi bien d'autres qui témoignent de l'engagement fort et continu de la société civile congolaise en faveur de l'égalité de genre.

La société civile agit souvent dans des contextes difficiles, où les normes culturelles et les résistances sociales freinent encore la reconnaissance pleine et entière des droits de chacun. Pourtant, c'est précisément cette capacité à résister, à persévérer malgré les obstacles, qui caractérise la résilience de ces mouvements. Par exemple, malgré les défis rencontrés, **des campagnes comme 16 Jours d'Activisme contre la Violence basée sur le Genre** mobilisent chaque année des milliers de participants au Congo et dans le monde, contribuant à briser le silence et à appeler à des changements concrets.

Les avancées sont peu à peu visibles avec une meilleure prise en compte des questions de genre dans les politiques publiques, **comme l'adoption de la loi MOUEBARA n° 19-2022 du 4 mai 2022 portant « lutte contre les violences faites aux femmes en République du Congo »** et un éveil des consciences au sein des communautés. La parité, quant à elle, est consacrée par la Constitution congolaise, qui garantit l'égalité entre les sexes et encourage une représentation équitable des femmes dans les sphères politiques et administratives.

Cette marche vers l'égalité de genre ne doit pas être perçue comme une menace aux traditions, mais comme un véritable projet de société, qui nécessite la collaboration entre les organisations, les institutions, les pouvoirs politiques et l'ensemble des citoyens. La société civile, moteur de ce mouvement appelle à un soutien technique et financier afin de transformer les discours en actions concrètes et de porter l'espoir d'un avenir plus juste pour toutes et tous.

Franche Orchidée MALANDA
Responsable programmes
Kaani Assistance



Articles des Organisations de la société civile

Former des bâtisseurs responsables : l'ambition durable de LEB Congo

« Derrière chaque chiffre, il y a un visage. Celui d'un jeune, d'une mère célibataire, d'une personne vivant avec un handicap qui a trouvé sa place grâce à l'éducation et à l'insertion durable. C'est cette transformation humaine que porte LEB Congo depuis 2017. » Précý NDONGUI.

Former des leaders citoyens

En novembre 2025, nous lancerons le **Programme des Ambassadeurs de la Paix** dans 20 lycées de Brazzaville et de Pointe-Noire. Plus de 200 jeunes y seront formés et déployés dans leurs établissements afin de promouvoir une culture de paix et de lutter contre la violence scolaire.

Au sein de **LEB International School**, nous introduisons également des méthodes pédagogiques innovantes, qui donnent aux jeunes les outils nécessaires pour conjuguer **savoir-faire, entrepreneuriat et leadership**, et pour s'imposer comme des bâtisseurs responsables.

Le plaidoyer de LEB Congo

- **Une éducation pratique et entrepreneuriale** : transmettre des compétences utiles et immédiatement applicables.
- **La coopération entre OSC** : partager, innover et amplifier les impacts.
- **Investir dans la jeunesse** : car elle demeure l'atout le plus précieux du Congo.

À l'horizon 2027, LEB Congo célébrera ses dix ans d'engagement. Dix années marquées par des apprentissages, des réussites et des défis, mais avec une ambition restée intacte : préparer une génération de bâtisseurs responsables, capables de réussir économiquement tout en transformant leur société grâce au leadership et à l'entrepreneuriat.

« Former un entrepreneur qui réussit économiquement est une victoire.
Former un entrepreneur qui réussit et qui sert sa communauté par le leadership, c'est une révolution. » Précý NDONGUI.

LEB Congo en quelques chiffres :

- 1 250 mères célibataires soutenues
- 60 associations et ONG renforcées
- 10 500 jeunes accompagnés
- 300 petites entreprises créées

Précý NDONGUI
Président
LEB Congo



LEB
CONGO



Articles des Organisations de la société civile

Activité génératrice de revenus : un iceberg qui cache deux arbres à problèmes

L'ONG Observatoire Handicap Humanité (H2O) a bénéficié d'un financement de l'Ambassade de France au Congo à travers le dispositif Kotonga « Construire », le 14 décembre 2024. Ce financement est prévu en trois décaissements aux fins de rendre autonomes 50 jeunes filles mères et femmes handicapées victimes de violences multiformes. Dans sa dynamique d'actions en faveur du trans handicap, H2O a organisé des visites à domicile auprès de vingt bénéficiaires des kits d'activité génératrice de revenu de la première cohorte du 9 avril 2025.

Ces visites de terrain réalisées du 23 au 30 septembre 2025 ont débouché sur un constat : un iceberg qui cache un autre arbre à problèmes. Le premier arbre à problèmes étant décelé lors de la Campagne de sensibilisation, du 03 février au 07 mars 2025. Deux arbres à problèmes qui en appellent au renforcement desdites activités génératrices de revenu.

Le handicap, l'humanitaire, le développement et les violences basées sur le genre faites aux jeunes filles et femmes handicapées sont les piliers fondamentaux de l'ONG H2O. En partant du postulat qu'« Un être humain vaut un autre être humain ». Dans la mise en œuvre du projet financé, plusieurs activités ont été menées. Du lancement officiel à nos jours, 84% du projet a été exécuté. En attendant son point d'achèvement, fixé en mars 2026, 16% d'activités sont en cours. Du renforcement organisationnel et institutionnel aux visites à domicile, en passant par de multiples formations et, ou renforcement de capacités, telles sont les activités dument planifiées et inscrites dans l'axe 1 des objectifs stratégiques du projet Kotonga 2.

Les visites à domicile ont révélé un iceberg qui cache un énième arbre à problèmes. Au nombre des bénéficiaires, les renseignements recueillis indiquent clairement « Pas de progrès », sinon « Un léger progrès ». Cependant, les non-voyantes, elles, ploient sous une quatrième peine : économico-financière. La nouvelle gamme de pièces de monnaie complique davantage la donne. Elle a occasionné des pertes.

Toussaint Maleka, quoique assez bien entourée, s'en plaint ! Le cas Prisca Nadège Louyindoula, non-voyante, seule à gérer sa caisse, se voit flouée. Les clients affluent dans le but de la ruiner. La pièce de 200 francs reçue d'un client, incivique, est considérée par elle comme une pièce de 500 francs, de l'ancienne gamme. Les pièces de 50, 25 francs prêtent à confusion. Le Braille n'ayant pas été pris en compte dans le design desdites pièces. Hormis les risques cernés lors du montage des fiches projet, l'arbre à problèmes sonne comme un imprévu : Avril 2025 : remise de kits d'AGR, circulation des pièces de monnaie. L'arbre à problèmes par nous décelé ne pourrait en aucun cas être une fin en soi. Bien au contraire, l'organisation non gouvernementale H2O se devrait de s'engager, avec l'appui de l'Ong Initiative Développement – ID – et le partenaire financier ambassade de France au Congo pour « Ne laisser personne pour compte », objectif de développement durable.

Pour rappel et dans la réalisation du projet d'autonomisation des jeunes filles mères et femmes vivant avec handicap victimes de violences multiformes, des équipes de sensibilisateurs ont été formées et déployées du 03 février au 07 mars 2025. Cette campagne a porté sur la vulgarisation des textes et instruments juridiques dans les arrondissements 02-Bacongo, 04-Moungali, 06-Talangaï, 07-Mfilou-Ngamaba, 08-Madibou, et 09-Djiri.

Chaque campagne menée dans chacun des arrondissements a été bouclée par la tenue du focus group. De cette activité, il a été relevé des cas de violences "silencieuses", notamment la prison à ciel ouvert et la battue quasi quotidienne d'un garçon trisomique habitant le quartier Kimpouomo (arrondissement 08- Madibou), celle d'une femme handicapée moteur, victime de violence infligée par son voisin, jusqu'à lui asséner un coup de pelle à la jambe malade.

Ces types de violences sont au-delà de la stigmatisation, de la discrimination qui est une réalité flagrante sur la nouvelle gamme de pièces de monnaie, qui n'a pas pris en ligne de compte le braille, dans le design desdites pièces. Une autre forme d'exclusion.

La loi N°18-2025 du 25 juillet 2025 nous renvoie à de nouveaux défis : la prise des textes d'application, l'appropriation par les jeunes filles mères et femmes handicapées de ladite loi d'une part, et d'autre part, la mise en place des ateliers d'éducation juridique et financière pour une réponse inclusive et durable vers une société d'équité et d'égalité.

Sur l'ensemble des activités organisées, le message porté par l'Observatoire Handicap Humanité a consisté à reconnaître que grâce à l'ambassade de France au Congo, il a été possible de contribuer à l'amélioration du pouvoir d'achat et économique des jeunes filles mères et femmes handicapées longtemps discriminées. Ce résultat positif, bien que fragile, demeure une avancée significative dans la lutte contre les inégalités sociales et structurelles. Un accompagnement continu et adapté reste indispensable pour garantir la réussite durable de ces initiatives



Sensibilisation des populations des arrondissements ciblés par le projet

Articles des Organisations de la société civile

Mécanisme de certification des installations électriques au Congo

Face à la recrudescence des incidents électriques domestiques au Congo, souvent dus à des installations non conformes, le Groupement des Électriciens du Congo (GEC) s'engage pour une initiative de développer un mécanisme national de certification des installations électriques des ménages. Cette démarche innovante vise à renforcer la sécurité énergétique, à réduire les pertes d'énergie sur le réseau national et à professionnaliser le secteur électrique à travers une meilleure régulation des pratiques. Aujourd'hui, de nombreux ménages congolais sont confrontés à des risques d'incendies ou d'électrocution liés à des branchements défectueux. Ces défaillances proviennent souvent d'installations réalisées sans contrôle technique préalable. Le raccordement direct des habitations au réseau de la Société Énergie Électrique du Congo (E2C), sans vérification de conformité, constitue une source de danger pour les usagers et pour la stabilité du réseau. Le projet du GEC vient donc combler ce vide en instaurant un processus obligatoire de certification avant tout branchement.

Objectif général

Le projet a pour objectif principal de garantir la conformité et la sécurité des installations électriques domestiques avant leur connexion au réseau de la E2C. Le GEC assurera le pilotage technique et la coordination des acteurs impliqués, avec l'appui des pouvoirs publics et des institutions partenaires.

Objectifs spécifiques

Pour atteindre cet objectif global, le projet s'articule autour de quatre axes :

1. Mettre en place un mécanisme national de certification encadrant la vérification des installations électriques domestiques, en lien avec les normes et règlements techniques en vigueur.
2. Former et agréer des électriciens certifiés, capables de réaliser les contrôles et d'émettre des certificats de conformité avant tout branchement au réseau.
3. Sensibiliser les ménages sur les bonnes pratiques en matière d'installation et d'entretien des équipements électriques, afin de promouvoir une culture de sécurité.
4. Renforcer la concertation public-privé entre le GEC, la E2C et les autorités publiques, pour assurer la durabilité et la légitimité du mécanisme de certification.

Publics cibles

Le projet s'adresse à plusieurs catégories de bénéficiaires :

- Les ménages, premiers concernés par la sécurité domestique et la qualité de l'alimentation électrique ;
- Les électriciens professionnels et apprentis, qui bénéficieront de formations et d'un système d'agrément valorisant leurs compétences ;
- Les collectivités locales et autorités de régulation, qui participeront à la supervision du mécanisme ;
- Les partenaires institutionnels et techniques, tels que la E2C, le Ministère de l'Énergie et de l'Hydraulique, et le Ministère de la Formation Professionnelle.

Partenariats stratégiques

Le succès du projet repose sur une collaboration étroite entre plusieurs institutions clés :

- E2C (Énergie Électrique du Congo), qui jouera un rôle de partenaire technique pour le contrôle des branchements ;
- Ministère de l'Énergie et de l'Hydraulique, garant du cadre réglementaire et de l'alignement du projet sur la politique nationale de l'énergie ;
- Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi, chargé de l'intégration de la certification dans les cursus de formation des électriciens ;
- Organismes de normalisation et de sécurité (ANHY, ARPCE, etc.), qui appuieront la définition des standards techniques ;
- Bailleurs et partenaires techniques, susceptibles d'apporter un soutien financier ou matériel à la mise en œuvre.

Impact attendu

À moyen terme, le projet devrait conduire à une amélioration durable de la sécurité énergétique des ménages congolais et à une réduction estimée à 15 % des pertes d'énergie sur le réseau national de la E2C. En outre, il contribuera à la professionnalisation du secteur électrique, à la création d'emplois qualifiés et à la consolidation de la gouvernance technique du réseau. Le GEC, en assumant ce rôle moteur, positionne le Congo comme un pays engagé dans la maîtrise des risques électriques et la valorisation du savoir-faire local.

Conclusion

Le projet du Groupement des Électriciens du Congo s'inscrit dans une vision à long terme : celle d'un Congo où chaque branchement domestique est sûr, conforme et exécuté par des professionnels qualifiés.

En initiant ce mécanisme de certification, le GEC œuvre non seulement pour la sécurité des citoyens, mais aussi pour la structuration d'un écosystème électrique fiable, durable et respectueux des normes internationales.

C'est un pas décisif vers un secteur énergétique plus sûr, plus compétent et plus responsable, au service du développement national.

Résultats attendus

La mise en œuvre du mécanisme de certification devrait permettre d'obtenir plusieurs résultats concrets :

- Un cadre national de certification opérationnel et reconnu par les autorités ;
- Des installations électriques domestiques conformes aux normes de sécurité ;
- Une réduction notable des accidents électriques et des incendies dans les ménages ;
- Des électriciens formés et agréés, disposant de meilleures perspectives professionnelles ;
- Une relation de confiance renforcée entre les usagers, les professionnels du secteur et les institutions publiques.

Honoré
MOUKOLO MBAMBI
Président
GEC



Promouvoir l'inclusion et le leadership féminin

L'Association S.O.S Femmes du Congo, organisation des jeunes féministes qui militent pour l'accompagnement éducatif et social des femmes en République du Congo, met au centre de ses actions la promotion du leadership féminin. Évoluant dans une société patriarcale, la femme congolaise est souvent relayée au second plan, cela est d'autant plus difficile pour les femmes vivant avec handicap de se faire une place dans la société étant donné qu'elles font face à une double discrimination : d'abord celle liée à leur genre et ensuite celle liée à leur handicap, cela s'accroît dans un contexte où l'absence d'infrastructures (rampes d'accès, ascenseur, etc.) pour le handicap moteur, le manque d'interprètes en langue des signes pour le handicap auditif, l'indisponibilité du matériel perkin (écriture braille) pour le handicap visuel et la non prise en compte des femmes vivant avec handicap dans certains programmes étatiques. Ces obstacles restreignent considérablement l'autonomie et la participation des femmes vivant avec handicap à la vie économique, sociale et citoyenne.

C'est dans ce sens, que le projet **“Appui à l'autonomisation financière des femmes déplacées vivant avec handicap de la Bouenza”** financé par l'Ambassade de France au Congo à travers le dispositif Kotonga, vise à contribuer à l'amélioration des conditions de vie de 175 femmes vivant avec handicap dans la Bouenza tout en leur donnant des ressources (renforcement des capacités sur les métiers agricoles et sur l'estime de soi, kits agricoles, etc.) essentiels pour y parvenir.

Grâce à des renforcements des capacités sur les métiers agricoles (cultures vivrières, élevage, transformation agroalimentaire et la vente des produits agricoles), les femmes ont bénéficié d'un accompagnement dans la mise en œuvre des activités génératrices de revenu à travers la distribution des kits agricoles (brouettes, houes, fûts, marmites, machettes, bottes, bêtes, cuvettes, etc.). Cette action de SOS FEMMES rappelle une vérité simple : le handicap n'est pas une fatalité mais lorsque l'environnement offre des conditions adaptées, il favorise l'inclusion et la pleine participation des personnes en situation de handicap dans la société. Les femmes vivant avec handicap ont les mêmes aspirations et les mêmes droits que toutes les autres. Ce qui leur manque, ce sont les opportunités et l'accompagnement pour les atteindre.

La participation de SOS Femmes du Congo au **Forum de la société civile du 17 au 20 Juin 2025** à travers la cocréation et l'animation d'une conférence sur le thème: une société civile engagée pour l'égalité des genres au Congo, **la coanimation d'un atelier sur “l'intégration du genre dans les micro-projets” et le village des solutions** a permis de mettre en lumière un point essentiel : tant que ces femmes resteront exclues des politiques publiques et des initiatives communautaires, l'égalité entre les femmes et les hommes restera incomplète.

Leur inclusion n'est pas un choix, c'est une nécessité. Véritable égalité signifie agir, concrètement. Les décideurs, les bailleurs et les organisations de la société civile doivent faire de l'inclusion des femmes une priorité. C'est seulement ainsi que l'égalité pourra devenir une réalité pour toutes et tous.

Nasthia et Victorine
S.O.S Femmes du Congo



Articles des Organisations de la société civile

Pour l'éducation des enfants autochtones : l'espoir porté par Espace Opoko

En République du Congo, l'éducation des enfants autochtones est une question de justice sociale. Marginalisées depuis des générations, ces communautés subissent pauvreté extrême, discriminations et un accès quasi inexistant à l'école. Pourtant, depuis treize ans, une organisation locale, Espace Opoko, montre qu'un autre avenir est possible. Avec une approche qui dépasse les salles de classe, elle redonne espoir et dignité à des milliers d'enfants.

Un droit fondamental en péril

Dans les villages reculés de la Lékoumou, de la Sangha et d'autres départements, les enfants autochtones affrontent des obstacles majeurs. Beaucoup arrivent à l'école affamés, quand ils y vont. Les discriminations, l'analphabétisme des parents et l'absence d'établissements proches brisent leurs chances. Avant 2012, aucun élève autochtone de certaines régions n'avait décroché le BEPC. La loi congolaise n°5-2011, censée protéger leurs droits, reste trop souvent lettre morte.

Depuis sa création en 2012, Espace Opoko change la donne. En octobre 2025, 1 503 enfants autochtones seront inscrits du primaire à l'université. Ce bond en avant doit beaucoup à des partenaires comme l'Ambassade de France, via le programme Kotonga, qui a permis d'ajouter 472 élèves en 2025.

*« Ce qui semblait un rêve il y a dix ans devient réalité. » témoigne
Norbert KOUYA, Responsable communautaire à Bambama.*

Une approche qui change des vies

Le succès d'Espace Opoko repose sur une vision globale. L'éducation ne se limite pas à payer des frais : il s'agit de lever tous les obstacles. L'organisation fournit uniformes, kits scolaires, repas, soins médicaux, logement et suivi personnalisé. À Sibiti, elle a construit le premier internat pour lycéens autochtones du pays, permettant à des adolescents de poursuivre leurs études dans un cadre sécurisé. Chaque année, l'ONG distribue des kits scolaires : plus de 1 500 en 2025 grâce à une mobilisation nationale et internationale. Elle organise aussi des ateliers d'hygiène, aide les familles à obtenir des actes de naissance et soutient des projets générateurs de revenus. Cette approche fait de l'éducation un droit tangible, pas une promesse lointaine.

Un combat pour les Objectifs de Développement Durable

Chaque internat construit, chaque kit distribué, chaque diplôme obtenu est une avancée pour le Congo et pour ses engagements internationaux. Investir dans l'éducation des autochtones, c'est bâtir un avenir où personne n'est laissé pour compte.

Des visages, des réussites, un avenir

Les parcours individuels incarnent les résultats. Sagesse Bambama, première fille autochtone de son district à obtenir le baccalauréat, ou Ordela Mabiala, rescolarisée après une année d'interruption et aujourd'hui lycéenne, illustrent le potentiel d'une génération. À l'université, l'impact est historique : quatre étudiants finalistes accompagnés par Espace Opoko ont intégré la fonction publique congolaise, devenant les premiers fonctionnaires issus de leurs communautés. Une avancée qui ouvre la voie à une véritable représentation autochtone dans l'administration.

Sur la scène internationale, les jeunes prennent aussi la parole. Paul Makita, formé par l'organisation, a participé à un programme des Nations Unies à Genève auprès du Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones. Ces réussites montrent que l'éducation forge des citoyens capables de transformer leur communauté et de porter leurs revendications au-delà des frontières.

Des défis qui appellent à l'action

Malgré ces progrès, les obstacles restent nombreux. La malnutrition, les préjugés et le manque d'infrastructures freinent encore les enfants autochtones. À Mokeko dans la Sangha, un mini-internat a été ouvert pour permettre aux collégiens de poursuivre leurs études, mais les besoins croissent.

À Brazzaville, le nombre d'étudiants suivis est passé de 15 à 22, et deux jeunes du Nord rejoindront l'internat de Sibiti. Tous nécessitent un soutien accru : loyers, nourriture, soins, encadrement. Ces défis rappellent une vérité simple : l'éducation est indissociable des conditions de vie.

Un combat pour les Objectifs de Développement Durable

La question est brutale : peut-on accepter que des enfants autochtones abandonnent l'école faute de logement, de nourriture ou de soins, alors que des solutions existent ? Espace Opoko prouve que des initiatives locales, soutenues par des partenariats, peuvent transformer des vies. Mais pour aller plus loin, il faut une mobilisation collective.

Les autorités congolaises doivent appliquer pleinement la loi n°5-2011. Les partenaires internationaux doivent renforcer leur appui. La société civile doit poursuivre son engagement.

« Chaque enfant scolarisé est un acte de justice », affirme Averty Ndzoyi, président fondateur d'Espace Opoko. L'avenir du Congo se joue aussi dans sa capacité à inclure ses citoyens les plus vulnérables. Donner à chaque enfant autochtone la chance d'apprendre, c'est construire une société où les droits humains deviennent des réalités.

Averty NDZOYI
Président
Espace Opoko



Remerciements

Partenaires financiers



Partenaires de mise en oeuvre



acted



Co-organisateurs



CENTRE DE SANTÉ SAINT KISITO



Membres des Groupes de Travail

AB – ABDCD – ADF – ADPH – AED – AEP – AGRIDEV – Agir ensemble pour les droits humains – AJCD – AJEBEDD – AJED Congo – AJUCENADED – ALCM – Ambassade de France – APPE – ARPA2DH – Association des femmes juristes – Caritas – CAICD – CCBD – CDDI – CDHD – CCOD – CIAD – Croix rouge française – DCE – ENCREC – ESSOR – FJEC – GSR – HADA – Initiative et Développement – JADR – la congolaise 242 – MDA – Moakatala – OCDH – ODDHC – REDYCC / PCPA – SEL – WCS



CONVERGENCES

ZÉRO EXCLUSION
CARBONE,
PAUVRETÉ